



## Conseil de sécurité

Soixante-troisième année

**5994<sup>e</sup>** séance

Mardi 14 octobre 2008, à 10 h 15

New York

*Provisoire*

---

<i>Président :</i>	M. Zhang Yesui . . . . .	(Chine)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud . . . . .	M. Kumalo
	Belgique . . . . .	M. Grauls
	Burkina Faso . . . . .	M. Kafando
	Costa Rica . . . . .	M. Weisleder
	Croatie . . . . .	M. Jurica
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Khalilzad
	Fédération de Russie . . . . .	M. Churkin
	France . . . . .	M. Ripert
	Indonésie . . . . .	M. Natalegawa
	Italie . . . . .	M. Terzi di Sant'Agata
	Jamahiriya arabe libyenne . . . . .	M. Ettlhi
	Panama . . . . .	M. De Vengoechea
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . .	Sir John Sawers
	Viet Nam . . . . .	M. Le Luong Minh

### Ordre du jour

#### La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan  
et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2008/617)

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A.



*La séance est ouverte à 10 h 15.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation en Afghanistan**

#### **Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2008/617)**

**Le Président** (*parle en chinois*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, de l'Inde, du Japon, de la Norvège, du Pakistan, des Pays-Bas et de la République islamique d'Iran des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

*Sur l'invitation du Président, M. Tanin (Afghanistan) prend place à la table du Conseil; les représentants des autres pays susmentionnés occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.*

**Le Président** (*parle en chinois*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil de sécurité est parvenu lors de ses consultations préalables, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter en vertu de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2008/617, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

À la présente séance, le Conseil entendra un exposé de M. Kai Eide, Représentant spécial du

Secrétaire général pour l'Afghanistan et chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, à qui je donne la parole.

**M. Eide** (*parle en anglais*) : Lors de mon exposé au Conseil en juillet (voir S/PV.5930), j'ai évoqué les résultats de la Conférence de soutien à l'Afghanistan tenue à Paris, qui a été un succès à plus d'un titre. La Conférence a mobilisé 21 milliards de dollars pour la reconstruction de l'Afghanistan et elle nous a également fourni une feuille de route pour mettre en œuvre, en collaboration avec les dirigeants afghans, la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et la Déclaration de Paris. Nous continuons donc à disposer d'une feuille de route pour agir.

Depuis lors, je crois, nous avons été quelque peu détournés des engagements pris à Paris. La détérioration de la situation en matière de sécurité, comme les membres ont pu le constater ces derniers mois, en est la raison principale. En juillet et en août, nous avons enregistré le plus grand nombre d'incidents sécuritaires recensés depuis 2002. La hausse a été de 40 % par rapport aux mois de juillet et d'août de l'année dernière.

Dans le rapport (S/2008/617) dont est saisi le Conseil, trois aspects de la situation en matière de sécurité ont été mis en avant. Le premier est le fait que l'influence des insurgés s'est étendue au-delà des zones traditionnelles du sud et de l'est vers des provinces voisines de Kaboul. Le deuxième aspect est la multiplication des attaques asymétriques, dont certaines montées avec beaucoup de savoir-faire, qui a entraîné une augmentation du nombre de victimes civiles. Le troisième aspect est qu'il a y eu un nombre croissant d'attaques, parfois meurtrières, contre des cibles liées aux activités d'aide et aux activités humanitaires, y compris des attentats meurtriers contre le personnel d'organisations non gouvernementales et de l'ONU.

En septembre, mois du ramadan, nous avons assisté à une baisse du nombre des incidents, comme nous nous y attendions. Le 21 septembre, Journée internationale de la paix, les hostilités ont pratiquement cessé, y compris de la part des Taliban, en réponse à l'appel lancé par l'ONU. Cette trêve nous a permis de vacciner 1,6 million d'enfants contre la polio, ce qui est une réussite majeure.

Toutefois, nous assistons aujourd'hui de nouveau à une recrudescence du nombre des incidents et il faut nous attendre à ce qu'il augmente encore dans les prochaines semaines, puisqu'il reste encore au moins

quatre semaines de beau temps après le ramadan. Nous devons également nous préparer à ne pas connaître la même accalmie hivernale, ni la même réduction du niveau des hostilités que les hivers précédents. La situation est donc difficile, et même complexe.

Je voudrais néanmoins mettre en garde contre les déclarations extrêmement pessimistes que nous avons tant entendues ces derniers temps et qui, pour la plupart, vont trop loin. Elles sont aussi formulées par des personnes qui n'ont presque jamais mis les pieds en Afghanistan. Il y a en effet une évolution positive dont nous devons tirer parti et cette évolution a une influence sur certains des éléments déterminants de notre programme commun pour régler le conflit. Je voudrais en mentionner notamment trois en particulier.

Premièrement, les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan se sont améliorées. Les déclarations virulentes sont désormais remplacées par l'apparition de relations de travail plus constructives. Suite à la présence du Président Karzaï à la cérémonie de prestation de serment du Président Zardari, le dialogue s'élargit et il se fonde sur la reconnaissance du fait que la menace des insurgés est une menace commune. En plus de ce dialogue politique, j'espère que le processus de la jirga lancé l'année dernière reprendra bientôt. Il s'agit d'un instrument utile pour contribuer à relever les défis communs aux deux pays. La communauté internationale doit consolider l'amélioration de cette relation de manière sage, réfléchie et généreuse.

Le deuxième point a trait aux changements effectués samedi dernier par le Président Karzaï au sein de son gouvernement. Je sais, grâce aux nombreuses conversations que j'ai eues avec le Président, que ces changements reflètent un désir de mieux gérer certains des domaines clefs que nous avons identifiés comme priorités communes dans la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et dans la Déclaration de Paris. Je pense en premier lieu au renforcement du Ministère de l'intérieur et de la police afghane, cette dernière étant très en retard par rapport à l'armée. Or, cela pourrait avoir une incidence sur la sécurité sur le terrain, sur le respect de l'état de droit, sur la lutte contre la corruption et contre les drogues, ainsi que sur les efforts pour contrôler les frontières. Les répercussions pourraient donc être très graves. Je sais que le nouveau Ministre, qui a déjà brillamment réussi à mettre sur pied deux autres ministères, entend faire tout ce qui est en son pouvoir et va aborder sa mission avec beaucoup de détermination.

Les changements intervenus au Ministère de l'agriculture doivent également servir à insuffler un nouvel élan pour accroître la production agricole et nous aider à prévenir de graves et fréquentes pénuries alimentaires et à stimuler la croissance économique. C'est un domaine que nous, communauté internationale, avons trop longtemps négligé, et le prix d'un tel manque d'attention est trop élevé. Depuis quelques jours déjà, l'ONU travaille avec le Gouvernement et les partenaires clefs pour déterminer comment nous pouvons, sur le terrain, saisir cette occasion pour répondre à nos priorités communes.

La troisième évolution positive est que les dernières statistiques relatives à la production de drogues, bien qu'offrant un tableau contrasté, font état de certaines tendances positives importantes. La totalité de la zone de production a été réduite de 19 % et le nombre des provinces où le pavot n'est pas cultivé et passé de 11, il y a deux ans, à 13, l'an dernier, et à 18, cette année. De nouveaux progrès peuvent encore être réalisés sur ce point. Aujourd'hui, la culture du pavot n'est plus un phénomène qui touche l'ensemble de l'Afghanistan, mais davantage un phénomène limité à un certain nombre de provinces, essentiellement dans le sud et plus particulièrement, bien entendu, en Helmand, d'où vient la vaste majorité de la production. À ce stade, nous devons tout mettre en œuvre pour consolider ces progrès et veiller à ce que, l'année prochaine, il y ait un nombre plus important de provinces où le pavot n'est pas cultivé, et non l'inverse. Comme je l'ai déjà dit, cela est possible.

Si nous réussissons à tirer parti de ces tendances positives dans des domaines clefs, l'effet d'ensemble pourrait être très important. Je suis raisonnablement, et j'insiste sur le terme raisonnablement, optimiste quant au fait que le climat négatif actuel va commencer à céder la place à un climat de confiance accrue à l'égard de tout ce que nous entreprenons. Cela est important pour le peuple afghan, et cela l'est aussi pour l'opinion publique dans les pays donateurs et les pays qui fournissent des contingents, ainsi que pour la communauté internationale tout entière.

Il est une autre priorité à laquelle il faut réagir d'urgence. Il s'agit des difficultés humanitaires qui sont graves et de plus en plus nombreuses. Avant tout, nous risquons d'être très prochainement confrontés à une pénurie alimentaire. Je demande, de nouveau, instamment aux donateurs de veiller à ce que les besoins exposés dans l'appel conjoint lancé par le Gouvernement afghan et l'ONU en juillet soient

couverts, afin que les denrées alimentaires et les autres formes d'aide soient disponibles pour les plus vulnérables.

Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur une autre priorité importante pour l'ONU, pour le Gouvernement afghan en particulier, pour les autorités afghanes et pour nous tous. Il y a une semaine, le processus électoral a débuté avec la première phase de l'inscription sur les listes. Malgré des retards dans l'ouverture de certains centres d'inscription des électeurs, dus à des problèmes de logistique, de communication et de sécurité, 90 % des centres d'inscription étaient ouverts cette semaine. En collaboration avec les autorités afghanes, nous suivons de près la situation pour surmonter les difficultés opérationnelles et faire notre maximum afin de garantir un processus d'inscription sûr et crédible.

Notre mandat consiste entre autres à assurer une meilleure coopération entre les forces civiles et les forces militaires. J'estime qu'aujourd'hui, nous entretenons une meilleure relation avec la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) qu'il y a six mois. Cette relation est fondée sur le respect des mandats distincts de chacun. Nous avons collaboré étroitement dans la mise en route du processus électoral, qui est à présent en cours. Nous travaillons mieux sur les questions humanitaires, pour lesquelles un ensemble de directives a été convenu afin que l'aide humanitaire soit fournie de manière impartiale, en respectant les principes humanitaires. Nous œuvrons de concert sur les questions de droits de l'homme, avant tout pour éviter les pertes civiles dues à l'emploi de la force. J'espère et je crois que l'action qui est actuellement menée dans ce domaine aura un effet positif sur le terrain, et je suis convaincu qu'en la matière, une prise de position de l'ONU, claire et indépendante, est dans l'intérêt de tous, et qu'un dialogue satisfaisant et constant avec les forces militaires est essentiel. Les récentes conversations, très constructives, que j'ai eues avec les dirigeants militaires principaux me confortent dans cette impression.

Cependant, lorsque nous parlons de pertes civiles, il me faut ajouter ici quelque chose de fondamental. Quand nous évoquons cette question, nous devons tous nous rappeler que la grande majorité de ces pertes sont le fait de l'insurrection. Le recours accru aux attaques asymétriques a entraîné aussi une hausse sensible du nombre de victimes civiles, et ces attaques doivent donc être fermement condamnées.

Dans le cadre de notre coopération militaire-civile, nous avons également établi une approche intégrée sous commandement civil. Le défi sera de traduire cette stratégie en politiques concrètes. À cet égard, je voudrais faire une remarque qui me semble très importante. À mes yeux, une approche globale ne repose pas d'abord et avant tout sur la manière d'organiser nos efforts dans un paysage post-opérationnel; il s'agit plutôt de savoir comment allouer nos ressources civiles et militaires d'ensemble afin d'avoir l'effet maximal sur le terrain. Aujourd'hui, un nombre croissant de civils sont déployés dans les provinces en conflit pour appuyer les opérations militaires. Je comprends cela, et je comprends la logique selon laquelle les pays doivent montrer que là où ils combattent, ils doivent aussi construire. Mais cela pourrait facilement avoir pour résultat que nous soyons de plus en plus nombreux à adopter une perspective donnée par province. Nous devons éviter une fragmentation de l'Afghanistan générée par les donateurs. Il doit y avoir un équilibre. C'est à cela que j'appelle.

L'action des ressources civiles sera inévitablement limitée là où et lorsque le conflit est le plus intense. En même temps, un certain nombre de provinces et de districts sont dans la balance. Un certain nombre de provinces ont enregistré des progrès qui doivent être consolidés d'urgence. Mais elles reçoivent des ressources très modestes. Or, il s'agit de provinces qui pourraient être stabilisées et où les progrès pourraient être consolidés avec des moyens limités et des ressources économiques civiles raisonnables. Mais l'effet serait considérable. Cette opinion est partagée par le Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Antonio Costa. J'ajouterai que, sans une répartition équilibrée et équitable des ressources, la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, en faveur de laquelle nous nous sommes tous engagés, ne peut pas être mise en œuvre.

On parle aujourd'hui beaucoup de réconciliation. J'ai toujours pensé qu'une solution au conflit afghan dépendrait de la présence constante et robuste de forces militaires, mais que la solution ultime serait politique. Cependant, nous devons éviter de parler de réconciliation d'une manière qui ne reflète pas la complexité d'un tel processus et ne respecte pas complètement le rôle moteur et l'appropriation de la démarche par le Gouvernement afghan. Une politique d'engagement sera nécessaire. Cette politique doit être

menée avec force et confiance par le Gouvernement afghan, sur la base de la Constitution et des réalisations que nous avons accomplies jusqu'à présent, et être appuyée par une communauté internationale forte et confiante. L'ONU se tient prête à contribuer à ce processus, conformément au mandat qui nous a été confié par la résolution 1806 (2008) du Conseil de sécurité.

Enfin, je voudrais dire quelques mots du travail de la Mission des Nations Unies. C'est encore une petite mission qui a besoin de personnel qualifié pour exécuter son mandat. Nous avons demandé une augmentation sensible du personnel et du budget, et j'appelle tous les membres du Conseil à apporter leur soutien à cet égard. Toutefois, je suis davantage préoccupé par la qualité que par la quantité du personnel. À ce stade, nous avons besoin de personnes possédant des qualifications très spécialisées dans les domaines de l'efficacité de l'aide, de l'agriculture, *et cætera*. Je suis reconnaissant à tous ceux qui ont offert leur assistance, mais je leur demande un peu de compréhension, car les règles qu'il nous faut respecter ici font qu'il est difficile de répondre aussi favorablement et rapidement que nous le voudrions. Nous devons tous trouver des solutions créatives dans le cadre des règlements existants, qui nous permettent de répondre rapidement à des exigences spécifiques.

En ce qui concerne le fond de notre action après Paris, nous avons établi un nouveau mécanisme de consultation, plus axé sur les résultats, qui commence à fonctionner. Nous avons travaillé avec le Gouvernement afghan à la mise en place d'un cadre d'application de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. Nous avons travaillé avec les donateurs internationaux pour obtenir la clarté voulue dans l'important programme de sensibilisation sociale de la Direction indépendante de la gouvernance locale, où les discussions durent depuis des mois et retardent des initiatives essentielles. Nous avons travaillé avec le Gouvernement afghan au renforcement du processus de création d'institutions et à la mise en place d'une fonction publique plus professionnelle.

Ces derniers jours, comme je l'ai dit, nous avons concentré nos efforts sur la nécessité de mobiliser un appui en faveur des nouveaux ministres qui s'appêtent à prendre leurs fonctions. Nous nous penchons sur les questions critiques de la collecte de données afin de contrôler et d'améliorer l'efficacité de l'aide.

Certains m'ont demandé où je voudrais qu'en soit la Mission des Nations Unies dans six mois. Je citerai donc quelques objectifs réalistes : se mettre d'accord avec les donateurs sur des critères spécifiques pour mesurer l'efficacité de l'aide, tels que les sommes dépensées dans le cadre du budget central; des mécanismes adaptés pour apporter un appui harmonisé à la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan; une répartition équitable des ressources à l'échelle nationale; le pourcentage des ressources dépensées en Afghanistan par rapport aux ressources actuellement dépensées dans les pays donateurs; et le niveau des ressources consacrées au renforcement des capacités afghanes. Aucun de ces objectifs n'est nouveau, il s'agit des engagements de Paris que nous avons tous pris.

Deuxièmement, nous devons créer une seule base de données au lieu de plusieurs, ce qui permettra au Gouvernement afghan et à l'ONU de recenser les ressources utilisées par les équipes de reconstruction provinciales, les organismes de développement et les organisations non gouvernementales. C'est essentiel pour garantir la transparence et l'efficacité de l'aide. Aujourd'hui, l'ONU et, ce qui est plus important encore, le Gouvernement afghan ne savent pas combien de ressources entrent dans le pays ni comment elles sont dépensées. Il faut remédier à cette situation.

Troisièmement, nous devons mettre en place un mécanisme d'audits conjoints pour accroître la responsabilité des deux côtés.

Quatrièmement, nous devons renforcer les mécanismes gouvernementaux récemment établis pour lutter contre la corruption.

Cinquièmement, nous devons nous entendre sur un plan concernant le type de police que nous voulons – parce que nous n'en sommes même pas encore là – la façon dont nous devrions former et équiper la police, et ensuite nous devons commencer à mettre en œuvre ce plan.

Sixièmement, comme je l'ai dit, nous devons mettre un terme aux discussions sur le Programme afghan de sensibilisation sociale, et commencer à l'appliquer.

Septièmement, nous devons concevoir un projet de réforme agricole, nous permettant à tous de suivre les mêmes priorités et de maximiser les effets des ressources à notre disposition.

Huitièmement, nous devons consolider les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan dans le cadre plus large de l'instauration d'un climat de confiance à l'échelon régional.

J'ai souvent parlé d'une montée en puissance politique. Je ne veux pas dire par-là qu'il faut sous-estimer l'importance des forces militaires; mais il est important de se concentrer sur la manière de mettre davantage l'accent sur la dimension politique de notre travail. Les questions que j'ai mentionnées relèvent du programme politique, que nous devons chercher à faire monter en puissance.

J'espère que nous pourrons tous travailler ensemble sur ce programme. Nous ferons de notre mieux pour assurer une bonne coordination, mais la coordination ne dépend pas de mécanismes. Elle dépend d'engagements et de la concrétisation des engagements. Tel est le principal défi : prendre ces engagements au sérieux. Nous ferons notre travail, et j'espère que nous pourrons compter sur la pleine coopération du Conseil.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je remercie M. Eide pour son exposé.

Je vais maintenant donner la parole au représentant de l'Afghanistan.

**M. Tanin** (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur, pour votre accession à la présidence du Conseil pendant le mois d'octobre. Nous vous souhaitons plein succès dans vos travaux. Je voudrais également remercier la présidence pour l'organisation du débat important qui se tient aujourd'hui et saluer le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales (S/2008/617). Nous adressons également nos remerciements à M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé très instructif de ce matin.

Cela fait sept ans ce mois-ci qu'une guerre sans précédent a été lancée, non pas contre un pays ou un État mais contre le fléau amorphe du terrorisme qui menaçait de saper la sécurité partout dans le monde. Cette guerre était inéluctable, inévitable et absolument nécessaire. Aujourd'hui, en 2008, en dépit des durs efforts déployés par les forces de coalition internationales comme par les Afghans, le terrorisme semble de nouveau en hausse. Les Taliban incendient des écoles, détruisent ce qui a été reconstruit et

massacrent des civils. Ils lancent des attaques sur les routes et dans les régions autour de Kaboul, entravant l'acheminement des secours humanitaires internationaux. Ils prennent de plus en plus souvent des civils pour cible. La guerre qu'ils mènent contre des progrès véritables et la sécurité en Afghanistan est sans répit, sans limites et cruelle.

Pour repousser ce fléau, nous devons d'abord comprendre les changements intervenus en ce qui concerne ses sources et la stratégie de la menace depuis 2001.

Le Gouvernement afghan reconnaît tout d'abord que les Taliban constituent un groupe hétérogène, dont certains membres sont peut-être disposés à participer au processus de paix. Notre Gouvernement laissera la porte ouverte à ces membres.

Deuxièmement, le Gouvernement afghan est conscient de l'évolution de la stratégie des Taliban et d'Al-Qaida. Alors que l'attention du monde est axée sur les frontières de l'Afghanistan, les Taliban et Al-Qaida ont intensifié leurs opérations dans la zone tribale sous administration fédérale à la frontière du Pakistan. Ils espèrent maintenant utiliser la période des élections aux États-Unis et au Pakistan pour imposer un changement dans les engagements internationaux en Afghanistan.

Troisièmement, les Taliban mènent une guerre de perception. Ils cherchent à instiller l'incertitude quant aux perspectives de paix en Afghanistan en lançant des attaques spectaculaires, attaques qui peuvent facilement capter l'attention des médias et faire l'objet d'une large diffusion audiovisuelle.

Nous devons également reconnaître que la sécurité ne se limite pas seulement à la sécurité militaire. La véritable sécurité découle de l'amélioration de la vie quotidienne des Afghans : elle se mesure à l'aune de l'amélioration des efforts humanitaires, de la gouvernance et de l'état de droit, de la lutte contre le trafic de stupéfiants, des élections à venir, du renforcement de l'armée et de la police, et d'une économie durable et forte.

Premièrement, la situation humanitaire concernant la pénurie alimentaire en Afghanistan nécessite une attention immédiate de la communauté internationale, notamment à l'approche de l'hiver. La crise a été la première question examinée et régulièrement passée en revue lors de chaque réunion du Conseil des ministres afghan cette année. Notre Gouvernement espère que le monde entendra l'appel

lancé par l'ONU en vue d'accroître les efforts humanitaires internationaux.

Deuxièmement, il y a trois jours, notre Gouvernement a pris une décision cruciale pour améliorer la gouvernance et éliminer la corruption. Le Président Karzaï a annoncé un remaniement ministériel, notamment la nomination d'un nouveau Ministre de l'intérieur. Cette importante initiative s'est accompagnée de la création du Bureau de surveillance de haut niveau chargé de la lutte contre la corruption et d'un corps de policiers et de procureurs spécialisés dans la lutte contre la corruption. Nous renforçons également la gouvernance locale grâce à de nouvelles nominations, à la formation d'administrateurs locaux et de nouvelles mesures d'incitation aux fins de responsabilisation.

Troisièmement, les efforts de lutte contre les stupéfiants en Afghanistan commencent à donner des résultats. La culture du pavot a été supprimée dans plus de la moitié des provinces. Les quelques centres de culture du pavot qui restent sont situés dans les zones peu sûres de l'Afghanistan, où les forces internationales et gouvernementales n'ont pas pu véritablement s'implanter. Le Gouvernement afghan salue la décision récente des forces conduites par l'OTAN et la Force internationale d'assistance à la sécurité de prendre pour cible les usines de pavot pour la première fois.

Quatrièmement, notre Gouvernement comprend l'importance fondamentale que revêt la tenue d'élections présidentielles crédibles, sûres, transparentes et en temps voulu à l'été 2009. Il n'y a pas d'autre solution pour garantir la légitimité du processus en cours en Afghanistan. À cette fin, nous avons rédigé la loi sur la Commission électorale indépendante et organisé notre premier jour d'inscription des électeurs la semaine dernière. Notre Gouvernement signale aussi que les élections exigent des efforts soutenus à long terme, et espère pouvoir faire en sorte que le processus politique soit une force d'unification et non de division en Afghanistan.

Cinquièmement, l'armée nationale afghane a considérablement amélioré sa structure et son commandement, et il est prévu de porter les effectifs militaires à 134 000 hommes d'ici à 2010 contre 75 000 actuellement. La Police nationale afghane a également vu croître ses activités et une réforme des salaires et des grades est envisagée.

Sixièmement, le Gouvernement afghan est très attaché à l'amélioration de la situation économique de chaque Afghan. Nous construisons des routes, des écoles et des dispensaires dans plus de deux tiers des villages grâce au Programme national de solidarité. Le produit intérieur brut a triplé depuis 2001, ce qui témoigne de nos efforts. Pour résumer, le Gouvernement afghan progresse dans de nombreux domaines. Cependant, nos objectifs sont si ambitieux qu'il nous faut un soutien international fort et durable pour les atteindre.

Pour que l'Afghanistan progresse, il faut reconnaître que l'abandon et l'échec ne sont pas des choix possibles. Nous devons arrêter de prendre part au faux débat de savoir si nous allons y parvenir ou non; au lieu de cela, nous devons nous concentrer sur le vrai débat, sur la manière dont nous pouvons réussir. Ce vrai débat reconnaît le caractère crucial des quatre éléments suivants: une solution régionale; un engagement international durable; une stratégie appropriée dans cette guerre de perceptions; et, enfin, la prise en compte de toutes les composantes importantes pour trouver une solution politique réussie aux défis qui se posent à l'Afghanistan.

Premièrement, il est clair désormais que les Taliban constituent une menace régionale. La base de leurs opérations n'est plus en Afghanistan, mais dans les régions frontalières des Zones tribales sous administration fédérale (FATA). Nous avons trouvé en la personne du nouveau Président du Pakistan, M. Asif Ali Zardari, un ami et un dirigeant de confiance pour lutter ensemble contre le terrorisme. Notre Ministre des affaires étrangères, M. Rangin Dâdfar Spantâ, se rendra au Pakistan le 22 octobre pour renforcer cette collaboration et aborder les relations stratégiques à long terme entre les deux pays. Cependant, la communauté internationale a elle aussi la responsabilité de préserver l'élan entre le Gouvernement élu du Pakistan et l'Afghanistan, en encourageant les efforts communs pour éradiquer la menace des Taliban et d'Al-Qaïda.

Deuxièmement, le Gouvernement afghan félicite la communauté internationale du regain d'attention qu'elle porte à l'Afghanistan. Nous saluons les compétences de Kai Eide s'agissant de diriger la coordination des efforts de la communauté internationale. Après seulement six mois de son mandat, nous voyons des résultats très positifs découler d'une collaboration plus forte entre notre gouvernement et les Nations Unies. En outre, le Sommet de Bucarest et la Conférence de Paris ont abouti à un large

consensus garantissant que la communauté internationale restera engagée en Afghanistan aussi longtemps que nécessaire, s'assurant de la concrétisation des promesses d'aide internationale qui ont dépassé 20 milliards de dollars. Au cours des sept années qui ont suivi l'entrée en Afghanistan des forces internationales, l'attention de la communauté internationale a souvent fléchi, mais cette nouvelle relation avec les Nations Unies, le consensus de Bucarest et l'élan de Paris sont autant d'indicateurs que cette attention s'est centrée de nouveau. Maintenons cette attention et ne la détournons plus.

Le troisième aspect important de notre progression est d'étudier avec grand soin la façon de mener une guerre des perceptions plus habile. Il faut faire trois choses.

Premièrement, nous devons être attentifs à ce que nous disons sur l'Afghanistan. Les médias sont diffusés à une vitesse surprenante en Afghanistan et toutes sortes de nouvelles pessimistes atteignent rapidement le peuple afghan par transmission orale. Les Taliban ont utilisé de récents rapports ou déclarations comme une arme puissante destinée à convaincre le peuple afghan que la détermination de la communauté internationale vacille. Indéniablement, cela porte préjudice à nos opérations et à nos efforts en Afghanistan.

Deuxièmement, nous ne devons pas minimiser nos réussites. Le PNB de l'Afghanistan a triplé depuis 2001. Sur les deux tiers du territoire afghan, il n'y a pas de conflit et des millions d'Afghans travaillent et vivent en paix. La communauté internationale ne doit pas rapporter les nombreuses réussites de l'Afghanistan en leur accordant moins d'importance qu'elles n'en méritent.

Troisièmement, nos examens et nos rapports doivent faire état plus fermement de la soif de destruction et de la brutalité des Taliban. Nous construisons une école en six mois; eux la brûlent en six minutes. Les Taliban sont, en réalité, responsables de la majorité des victimes civiles qui sont à déplorer cette année en Afghanistan.

Le quatrième et dernier aspect de notre progression concerne la percée politique en Afghanistan formulée par le Secrétaire général. Cette percée politique doit prendre en compte les composantes suivantes pour aboutir.

Premièrement, les efforts de réconciliation doivent être mieux encadrés, à la fois en Afghanistan et

à l'extérieur. Actuellement, ces efforts de réconciliation apparaissent comme une solution de substitution aux efforts de ces sept dernières années. En réalité, la réconciliation n'est qu'un instrument dans notre éventail, qui doit assurer la continuité du progrès vers un Afghanistan stable. Des Oulémas jusqu'aux chefs tribaux, des forces vives désirent la paix et la réconciliation en Afghanistan. Et des mesures importantes ont été prises ces derniers mois pour lancer le processus de réconciliation.

Deuxièmement, une relance politique passe non seulement par la réconciliation entre les parties prenantes, mais aussi par le renforcement des relations avec les communautés afghanes elles-mêmes. Cette action externe du Gouvernement afghan s'étendra aux communautés qui sont sous l'influence des Taliban et à celles qui vivent dans des régions sûres et pacifiques.

Troisièmement, une percée politique ne peut pas négliger l'importance de l'action militaire. L'Afghanistan doit être capable de négocier en position de force, ce qui dépend d'un fort appui des troupes internationales et de l'Armée nationale afghane. Augmenter les effectifs des troupes internationales constitue un premier pas essentiel et indispensable pour contrer les activités terroristes. Cependant, il faut en outre des troupes motivées qui feront face à l'ennemi et mèneront des opérations jusqu'à leur terme. Elles doivent aborder avec responsabilité la question des victimes civiles, que nous devons résoudre pour gagner le cœur et l'esprit du peuple afghan.

Nous avons aujourd'hui une occasion décisive de renverser la tendance contre les forces génératrices d'insécurité et d'instabilité en Afghanistan. Le Gouvernement afghan se consacrera entièrement et pleinement à la quête de la sécurité et de la paix. À notre tour, nous espérons que ce Conseil continuera de susciter le vrai débat, un débat qui reconnaisse l'importance d'une solution régionale et d'un engagement international durable; un débat qui fasse naître, sans délai, des stratégies appropriées pour combattre efficacement dans cette guerre des perceptions; et un débat qui prenne en compte toutes les composantes importantes d'une percée politique réussie.

**M. Terzi di Sant'Agata** (Italie) : Je voudrais remercier chaleureusement le Représentant spécial du Secrétaire général, l'Ambassadeur Kai Eide, pour son exposé sincère, exhaustif et réfléchi sur la situation en Afghanistan et son appel, en particulier, à faire preuve

d'optimisme réaliste et de détermination dans nos efforts. J'approuve les remarques faites à cet effet par le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Zahir Tanin.

J'aimerais réaffirmer une fois encore notre soutien absolu au rôle de premier plan des Nations Unies dans la coordination des activités civiles internationales en Afghanistan. Le Conseil de sécurité a déjà approuvé les recommandations préliminaires du Secrétaire général sur le renforcement des pouvoirs conférés à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Il appartient désormais à l'Assemblée générale d'allouer les ressources supplémentaires – budgétaires, humaines et en matière de sécurité – dont a besoin de toute urgence la MANUA pour jouer le rôle accru que lui a assigné le Conseil dans sa résolution 1806 (2008) et qui a été réaffirmé lors de la Conférence de Paris. Ce rôle est d'autant plus justifié que nous sommes face à des défis qui exigent des réponses politiques et humanitaires, à savoir la crise alimentaire préoccupante, la situation précaire des civils et les difficultés à promouvoir la protection des droits de l'homme.

Face à cette conjoncture difficile qui apparaît de manière évidente dans le rapport du Secrétaire général (S/2008/617), nous appuyons pleinement cet appel à accélérer la mise en œuvre du programme de Paris en ranimant un fort sentiment d'urgence. Les attaques terroristes asymétriques de plus en plus nombreuses menées par les insurgés et le nombre élevé de victimes civiles aggravent la complexité de la situation, en occultant les progrès réalisés dans le développement économique, dans les services sociaux et, récemment, dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre de vue nos priorités et de laisser s'épuiser notre élan politique. Nous sommes confrontés à des tendances indéniablement troublantes qui doivent être inversées de toute urgence.

C'est pourquoi nous approuvons la nécessité indiscutable d'honorer les engagements pris à la Conférence de Paris. L'un d'eux porte sur l'allocation rationnelle des ressources disponibles, conformément aux principes fondamentaux de la coordination et de l'efficacité de l'aide. Cela concerne, comme l'a mentionné le Représentant spécial du Secrétaire général, toutes les parties prenantes concernées, sans exception. Le rôle de coordination des Nations Unies dans les activités civiles internationales doit être systématiquement gardé à l'esprit, de même que le

principe de la prise en main et de l'occupation des plus hauts postes par les Afghans eux-mêmes, dans tous les secteurs.

La coopération entre civils et militaires fait partie de cette équation. Les activités militaires ne peuvent aboutir dans un vide politique. Dans ce contexte, nous nous associons au Représentant spécial qui a salué les récentes nominations à des postes ministériels dues au Président Karzaï.

Pour sa part, l'Italie joue, une fois encore, le rôle qui lui revient. En dépit des contraintes budgétaires, nous déployons des efforts supplémentaires au niveau militaire en veillant à rendre nos contingents plus souples et à améliorer leur capacité opérationnelle. En outre, nous avons répondu à la demande d'appuyer davantage la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan en augmentant le budget national par des contributions supplémentaires de 15 millions d'euros versées au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan. Gardant à l'esprit l'importance vitale d'un processus électoral régulier et juste, nous fournissons une contribution de 5 millions d'euros au projet d'inscription des électeurs.

Nous veillons à ce que tous nos efforts soient conformes aux principes de l'efficacité de l'aide et de la prise en charge du processus par l'Afghanistan. Ces principes caractérisent également notre action en faveur de la réforme du secteur de la justice. Nous observons avec satisfaction les améliorations graduelles dans ce secteur, dont il est question dans le rapport du Secrétaire général. Pourtant nous savons qu'il faut faire davantage dans ce domaine, en commençant par améliorer substantiellement le statut et les compétences du personnel judiciaire. Dans ce contexte, les propos de l'Ambassadeur Eide sur le facteur qualité du personnel de la MANUA sont également importants. Nous nous accordons également avec lui pour dire que le Conseil et l'ONU devraient déployer des efforts pour appuyer cet aspect du renforcement de la MANUA.

L'Italie n'a jamais cessé de mettre l'accent sur l'importance de la dimension régionale pour la stabilisation de l'Afghanistan et de l'ensemble de la région. Nous nous félicitons des signaux concrets observés récemment qui annoncent une amélioration du dialogue et de la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins. Je voudrais rappeler que durant ses rencontres le mois dernier à New York, le Ministre des affaires étrangères Frattini a parlé d'une initiative consistant à

convoquer un événement ministériel destiné à faire connaître la situation en matière de stabilisation de la région l'année prochaine, au cours de la présidence italienne du Groupe des Huit.

Enfin, je voudrais faire remarquer que les membres du Conseil de sécurité ont fait preuve d'une grande unité dans l'adoption par consensus de la résolution 1833 (2008) sur la prorogation du mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Ce vote a traduit la cohésion de la communauté internationale s'agissant d'appuyer les efforts de stabilisation en Afghanistan – une cohésion qui devrait devenir l'objectif permanent de la communauté internationale et qui devrait également être reflétée, comme le Représentant spécial n'a cessé de le noter aujourd'hui, dans la stratégie de communication de tous les acteurs internationaux qui tiennent à stabiliser la région.

**M. Ettalhi** (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*): Tout d'abord, je voudrais exprimer mes remerciements au Secrétaire général pour son rapport détaillé et complet (S/2008/617). Je voudrais également remercier M. Kai Eide pour l'exposé exhaustif qu'il nous a présenté et je me félicite des efforts entrepris par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et le Représentant spécial du Secrétaire général, en dépit des conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent.

Je salue également parmi nous la présence de M. Zahir Tanin, Représentant permanent de la République islamique d'Afghanistan, et je le remercie de sa déclaration. Je serai prudent, comme il nous l'a conseillé, lorsque je parlerai de l'Afghanistan.

Cette séance survient à un moment où la situation en Afghanistan est, comme l'a signalé le Représentant spécial du Secrétaire général, caractérisée par une sérieuse détérioration. C'est peut-être le moment le plus difficile depuis la chute des Taliban, selon le rapport du Secrétaire général, notamment en ce qui concerne le grand nombre de victimes civiles dues aux actes de guerre au cours des huit premiers mois de cette année, soit une augmentation de 39 % par rapport à la même période de l'année dernière. Ceci nous préoccupe; une autre question plus préoccupante encore est que 40 % des morts, environ la moitié, sont imputables aux attaques des forces internationales et des forces progouvernementales.

Nous nous félicitons de toutes les mesures et dispositions prises par les forces pour éviter de tuer des

civils et de porter atteinte à leurs biens. Mais ces chiffres sont néanmoins très élevés et nous pensons qu'il est possible d'améliorer la situation. Le Représentant spécial du Secrétaire général a signalé que les forces internationales essayaient de réduire le nombre de victimes civiles. Nous espérons que ces efforts mèneront aux résultats escomptés. À ce titre, nous condamnons également les actes des forces rebelles qui font des victimes parmi les civils.

Cette séance se tient deux ans après la Conférence de Londres et quatre mois après la Conférence de Paris, au cours de laquelle on a adopté la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et les participants ont annoncé des contributions de plus de 21 milliards de dollars. Il serait peut-être opportun d'examiner les progrès réalisés dans l'application de la Stratégie, notamment en ce qui concerne les engagements pris et l'action du Gouvernement afghan dans le cadre du développement. Nous pensons, comme l'a signalé M. Tanin, que le développement est un facteur très important de sécurité et de stabilité.

Il est certain que de nombreux progrès ont été réalisés dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne le déminage et la lutte contre les stupéfiants, comme l'a mentionné le Représentant spécial du Secrétaire général dans son exposé; la vaccination des enfants; et l'amélioration des relations régionales, ainsi que le lancement d'un dialogue à ce sujet entre l'Afghanistan et ses voisins. Cependant, nous devons admettre qu'il subsiste d'importantes lacunes en dépit de tous les efforts et de tous les engagements. Je pense qu'il faut pondérer tous ces éléments et les réexaminer, et considérer les causes qui ont conduit à la situation actuelle.

Comme je l'ai affirmé lors de ma dernière intervention devant le Conseil, je pense que nous convenons tous que, si nous entendons instaurer la stabilité, il faudra un rapprochement général, et pas seulement le recours à la force. Nous pensons qu'une réconciliation nationale sans exclusive entre les différents secteurs de la population, qu'a réclamée le Président Karzaï, et avant lui le Conseil constitutionnel, est très importante pour établir la stabilité. Il faut également que des efforts parallèles soient entrepris dans le domaine du développement afin de garantir, sur les plans social et économique, des conditions de vie dignes à tous les citoyens afghans pour qu'ils évitent de recourir à des moyens illicites pour gagner leur vie. Cela devrait également contribuer à la lutte contre la corruption et l'extrémisme.

Le Gouvernement afghan devrait ainsi regagner la confiance de sa population dans sa capacité de répondre à ses besoins essentiels. Nous espérons que le dernier remaniement gouvernemental favorisera le développement et permettra de concentrer les actions sur les diverses priorités.

Le rapport du Secrétaire général de mars dernier (S/2008/159) faisait état de violations des droits des détenus et de cas de sévices et de torture. Il mentionnait également des accusations de détention arbitraire et prolongée dans les centres de détention. La Mission des Nations Unies n'a pas été en mesure de vérifier ces accusations, et le dernier rapport en date (S/2008/617) n'évoque aucun progrès à cet égard. Le rapport indique que la situation est restée inchangée et que les prisons et les centres de détention en Afghanistan sont très délabrés. Nous réaffirmons qu'il importe de faire respecter les droits de l'homme par tous et qu'il faut appliquer le droit international.

Ma délégation est extrêmement préoccupée par la crise alimentaire à laquelle est confronté le peuple afghan en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires, de la sécheresse et de la crise financière mondiale, qui frappe l'Afghanistan de la même manière que les autres pays en développement. Nous nous associons à l'appel lancé par le Secrétaire général, et dont le Vice-Président afghan s'est fait l'écho, à réunir plus de 400 millions de dollars pour faire face à la crise. Je suis sûr que les membres du Conseil ont conscience de la misère et des souffrances qu'endurent en Afghanistan un grand nombre d'enfants vivant dans des zones isolées des régions montagneuses et des vallées, et qui, depuis le Pakistan, transportent sur leur dos des sacs de farine jusque chez eux.

Enfin ma délégation insiste sur l'importance du rôle de la MANUA en matière d'assistance. Nous insistons sur la nécessité d'élargir la Mission, en tenant compte des remarques du Représentant spécial du Secrétaire général et en assurant à la Mission les ressources nécessaires pour qu'elle puisse mener à bien son travail dans les différentes régions du pays, conformément aux priorités énoncées par le Représentant spécial du Secrétaire général, et qu'elle s'acquitte ainsi de son mandat. Ce faisant, comme le représentant de l'Italie vient de le dire, nous devons aussi tenir compte de la prise en main du processus par les Afghans et de son efficacité.

**M. Khalilzad** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier M. Eide de l'exposé

qu'il a fait au Conseil aujourd'hui. Au moment où il nommait M. Eide, le Conseil de sécurité a également pris la décision cruciale de revoir et d'élargir le mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Pour permettre la mise en œuvre de ce mandat révisé, et compte tenu des énormes défis auxquels la MANUA est confrontée en matière de coordination entre activités civiles et militaires, d'efficacité des secours humanitaires et de préparation des élections, nous sommes en faveur d'une augmentation immédiate, voire d'un véritable bond en avant, des capacités de la MANUA, sur la base des propositions de M. Eide.

Les États-Unis sont gravement préoccupés par les conditions humanitaires en Afghanistan. La situation s'aggrave et de nombreuses vies sont en danger du fait des possibles pénuries alimentaires et du froid extrême de l'hiver. Les États-Unis sont le premier donateur en Afghanistan, tant sur le plan financier qu'en nature. Nous sommes disposés à faire davantage. Nous prions instamment les États Membres de l'Organisation des Nations Unies de répondre aux appels lancés par le Gouvernement afghan et par l'ONU, afin d'éviter que la situation humanitaire ne s'aggrave encore pendant l'hiver. Les activités de planification et de préparation de l'hiver devraient avoir pour objectif d'aider les Afghans à faire face aux pénuries alimentaires et au froid.

Nous partageons la conclusion du Secrétaire général que la situation en matière de sécurité est devenue plus difficile dans la mesure où les incidents visant le Gouvernement se sont multipliés et où les extrémistes taliban et leurs alliés terroristes ont continué à mener des attaques meurtrières contre les forces de sécurité afghanes, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et la population civile. Mais il est fondamental de réussir en Afghanistan, non seulement pour les Afghans mais aussi pour la région et pour le combat plus vaste mené contre le terrorisme et l'extrémisme. Mais, contrairement à ce qu'affirment certaines récentes déclarations ultrapessimistes, auxquelles M. Eide a fait référence, nous pouvons réussir. Pour cela, le Gouvernement afghan doit mettre en œuvre sa stratégie nationale de développement, prendre des décisions difficiles et appliquer les politiques convenues, en particulier dans les domaines de la gouvernance locale, de la lutte contre la corruption, du respect de l'état de droit, du développement économique, de la poursuite des efforts

vigoureux contre les stupéfiants et de la réforme des forces de police.

Nous espérons que les changements au sein du Cabinet proposés récemment par le Président Karzaï permettront d'enregistrer des progrès sur tous ces fronts. Nous nous félicitons de voir les forces de sécurité afghanes assumer des responsabilités croissantes en matière de protection de la population à mesure que s'accroît leur capacité et que les conditions le permettent. De fait, nous estimons qu'une telle évolution est cruciale.

Le Président Karzaï s'est engagé, avec son gouvernement, à organiser des élections en 2009. C'est là quelque chose de très important. Nous nous félicitons des efforts déployés par la MANUA pour aider le Gouvernement afghan à préparer ces élections. Il est impératif que la communauté internationale redouble d'efforts pour garantir des élections crédibles. Nous demandons au Gouvernement afghan de respecter son engagement d'organiser ces élections à la date prévue afin d'ancrer plus avant la culture d'un gouvernement démocratique et représentatif dans le pays et de conserver l'appui international.

Je voudrais souligner l'importance du rôle des voisins de l'Afghanistan pour le succès du pays. L'élection récente d'un nouveau Gouvernement au Pakistan a été l'occasion d'élargir la coopération entre les deux États dans le domaine de la lutte contre les terroristes et les extrémistes qui menacent l'Afghanistan, le Pakistan et, en fait, le monde entier. Le programme de cette coopération régionale est clair : ne donner aucun refuge aux forces hostiles; ne pas se servir des extrémistes et des terroristes pour faire avancer les intérêts nationaux; partager les informations en matière de renseignement; éviter toute rivalité géopolitique régionale; encourager la réconciliation; et intégrer l'Afghanistan aux institutions et à l'économie régionales. Il est vital pour la stabilité et le développement de l'Afghanistan de réaliser des progrès sur tous ces fronts. Les Afghans comme les Pakistanais ont besoin de l'appui de la communauté internationale pour résister aux extrémistes et aux terroristes, et ils le méritent. Les États-Unis sont déterminés à jouer le rôle qui leur revient à cet égard.

Le Secrétariat de l'ONU a lui aussi un rôle déterminant à jouer pour répondre aux besoins pratiques de la MANUA. La première priorité doit être de trouver les moyens de permettre à M. Eide de recruter les personnes dont il a besoin et de pouvoir

compter sur elles immédiatement et non dans plusieurs mois. Nous demandons instamment au Secrétariat de faire tout ce qui est en son pouvoir pour veiller à ce que M. Eide dispose de l'appui et des ressources nécessaires pour mener à bien sa mission. M. Eide, en retour, doit utiliser ces capacités et se servir de la relation prometteuse qu'il a établie avec les Afghans et avec la communauté internationale pour définir des cibles et des plans assortis de calendriers précis pour réaliser chacune des grandes tâches de son mandat. Les États-Unis et leurs partenaires tiennent fermement à la réussite des initiatives menées en Afghanistan et nous adapterons notre approche, selon que de besoin, de manière à atteindre nos objectifs communs. Les États-Unis regrettent profondément les décès accidentels de civils et nous ne prenons pas cela à la légère. Nous partageons la grave inquiétude du Secrétaire général quant à la question des pertes civiles. Je tiens à assurer les membres du Conseil que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que la FIAS et l'opération Liberté immuable prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter les pertes civiles. Nous avons intensifié nos efforts avec le Gouvernement afghan pour améliorer la coordination et la communication dans le cadre des opérations afin d'empêcher de nouveaux incidents. Notre commandement central militaire a donné des directives aux forces des États-Unis pour qu'elles continuent de tout mettre en œuvre pour éviter les pertes civiles et les signaler, le cas échéant.

En même temps, nous ne devons pas perdre de vue la cause fondamentale de la hausse des pertes, comme l'a clairement exprimée le Secrétaire général dans son rapport. Les Taliban et les autres éléments antigouvernementaux mènent une campagne systématique de violence et d'intimidation contre les civils. Ils prennent délibérément pour cible les civils et les utilisent comme boucliers humains. Comme indiqué dans le rapport, et comme M. Eide l'a indiqué dans son exposé, les Taliban ont de plus en plus recours à des attaques asymétriques contre des centres de population, des cibles liées aux secours et des organisations non gouvernementales.

Les conditions de sécurité difficiles soulignent le besoin d'effectifs accrus et d'une meilleure coordination entre civils et militaires. Côté militaire, les États-Unis, en consultation avec nos partenaires de la FIAS, ont simplifié leur chaîne de commandement pour rendre leurs forces plus à même d'accomplir leur mission. Le général McKiernan commande désormais à

la fois la FIAS et les forces des États-Unis en Afghanistan et travaille très étroitement avec les forces de sécurité afghanes. Les États-Unis et leurs partenaires vont envoyer davantage de contingents en Afghanistan.

La coordination militaro-civile est importante pour le succès et fait partie intégrante du mandat de la MANUA. Nous attendons de M. Eide qu'il collabore avec le général McKiernan pour accomplir cette tâche dès que possible. En outre, la MANUA est au centre de la coordination des efforts d'assistance internationaux.

En juin dernier, la communauté internationale a entériné la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, et le niveau des promesses a été sans précédent. Ce sont là des témoignages clairs de notre détermination à aider l'Afghanistan à réussir. Les Afghans jouent leur rôle; les donateurs doivent également honorer leurs engagements.

Pour terminer, le rapport du Secrétaire général met précisément l'accent sur les difficultés croissantes auxquelles sont confrontés le Gouvernement afghan et ses partenaires internationaux. Plutôt que de donner lieu à des récriminations mutuelles, ces difficultés devraient servir à réaffirmer et renouveler l'attachement mutuel au succès de l'Afghanistan. En opérant les changements et modifications nécessaires, les États-Unis sont déterminés à faire en sorte que cela se produise et restent fermement attachés au succès de l'Afghanistan.

**M. Grauls (Belgique) :** Je voudrais tout d'abord remercier à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, pour son exposé franc, complet et convaincant, mais aussi pour son engagement personnel à la tête de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Son action déterminée ces derniers mois a déjà permis d'observer les résultats concrets du mandat renforcé de la MANUA tel qu'octroyé par le Conseil en mars dernier.

En ma qualité de Président du Comité des sanctions contre Al-Qaida et les Taliban, je voudrais ici remercier la MANUA pour sa précieuse coopération avec le Comité et avec l'Équipe de surveillance, comme d'ailleurs encouragée par ce Conseil dans sa résolution 1806 (2008) de mars dernier.

Je voudrais remercier également le Représentant permanent de l'Afghanistan pour son intervention.

La Belgique partage les considérations contenues dans le dernier rapport du Secrétaire général. Je voudrais faire ici les observations suivantes.

Tout d'abord, il faut reconnaître que, malgré les efforts collectifs, la situation sécuritaire s'est détériorée ces derniers mois. À cet égard, la Belgique partage les préoccupations exprimées quant à l'augmentation du nombre de victimes civiles, en grande majorité causée – il faut le rappeler – par des actions des insurgés qui recourent à des attentats-suicides, attaquent les humanitaires et utilisent les civils comme boucliers humains.

Du côté des forces afghanes et internationales, tous les efforts doivent être faits pour minimiser les risques de victimes civiles. La Belgique se félicite dès lors des directives supplémentaires qui ont été données à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en septembre dernier. Ma délégation encourage également les Nations Unies à continuer à collaborer pleinement pour faire toute la lumière sur ce genre d'incident.

Si l'on peut se féliciter de la diminution de 19 % de la culture du pavot cette année, les efforts doivent se poursuivre, notamment vu les liens qui existent avec la corruption et particulièrement aussi avec le financement du terrorisme, un thème auquel est très sensible le Comité des sanctions contre Al-Qaida et les Taliban, que je préside.

La solution n'est pas purement militaire et nous le savons tous. La sécurité n'est qu'un aspect qui doit aller de pair avec la gouvernance et le développement. Ce n'est pas par hasard que ces éléments constituent les trois piliers du Pacte pour l'Afghanistan adopté à Londres en 2006. C'est dans ce contexte d'approche globale que s'inscrit l'action de la Belgique. La récente visite conjointe en Afghanistan de nos ministres de la défense et de la coopération au développement l'a encore démontré.

Outre la participation de la Belgique à la FIAS, mon pays contribue à de nombreux projets de reconstruction. À l'occasion de cette visite, le Ministre de la coopération a d'ailleurs annoncé une augmentation de 20 % de nos contributions pour la période 2007-2011, qui atteint aujourd'hui un montant de 36 millions d'euros sur ces cinq années.

Comme le demande très justement le Secrétaire général, pour renverser la récente tendance négative, il convient de mettre en œuvre d'urgence les engagements pris lors de la Conférence de Paris, où un consensus avait été atteint pour qu'une action décisive soit prise, d'une part, pour s'attaquer aux sérieuses faiblesses en matière de gouvernance et, d'autre part,

pour aligner l'assistance internationale sur la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.

Il est en effet crucial que les Afghans et les Afghanes puissent rapidement voir les bénéfices du travail de leur gouvernement et de la communauté internationale. C'est d'autant plus urgent que la situation humanitaire s'est également détériorée et que d'importantes élections sont prévues en 2009 et 2010.

La Belgique soutient dès lors pleinement l'appel du Secrétaire général pour un changement de rythme et de direction avec davantage d'efforts sur le plan politique. Les trois éléments mentionnés par M. Eide dans son exposé introductif, à savoir l'amélioration sensible des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan, le remaniement ministériel intervenu récemment et, enfin, la réorganisation du Ministère de l'intérieur et de la police, constituent des signaux forts d'espoir, tant pour le peuple afghan que pour la communauté internationale.

**M. Natalegawa** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, m'associer aux orateurs précédents pour remercier M. Kai Eide, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, de son exposé, ainsi que le Secrétaire général pour son rapport.

Ces derniers mois, la communauté internationale a constaté la multiplication des menaces à la paix et à la stabilité en Afghanistan. Les mesures militaires restent cruciales pour remédier aux problèmes de sécurité. Cependant, d'autres mesures seront nécessaires parallèlement à une approche militaire.

La situation qui a cours en Afghanistan doit être gérée à la faveur d'une stratégie qui incorpore non seulement des initiatives de sécurité, mais aussi la promotion de la gouvernance et de l'état de droit, ainsi que le développement socioéconomique. L'Indonésie attache par conséquent une grande importance à la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, qui sert de feuille de route à une action globale pour les cinq années à venir. Nous attachons également beaucoup d'importance à la nécessité d'enregistrer de réels progrès dans la mise en œuvre du Plan d'action Paix, justice et réconciliation.

Alors que l'économie des stupéfiants a contribué à alimenter les activités des insurgés, des efforts continus pour relever ces défis sont également cruciaux. À cet égard, nous saluons la diminution récente de la culture de pavot et de la production de l'opium.

Le processus de réconciliation dirigé par les Afghans est également essentiel pour parvenir à une paix durable dans le pays. Cet effort doit n'exclure personne et toutes les parties impliquées doivent renoncer à la violence, respecter la justice, l'égalité, la liberté et la tolérance, et promouvoir la concertation. À cet égard, nous reconnaissons les différentes initiatives récentes entreprises par les pays voisins pour appuyer les prémices d'un dialogue interafghan et de la réconciliation. Nous espérons que ces initiatives pourront permettre d'obtenir des résultats concrets.

La protection des civils reste une question essentielle en Afghanistan. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, 1 445 civils ont été tués pendant les huit premiers mois de 2008. Par conséquent ma délégation continue à souligner l'importance du respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme par toutes les parties, et l'importance des mesures appropriées à prendre pour garantir la protection des civils. Nous demandons également aux forces internationales en Afghanistan de déployer des efforts énergiques supplémentaires pour atténuer les risques des victimes civiles, conformément à la résolution 1833 (2008) du Conseil de sécurité.

Ma délégation est préoccupée par la situation humanitaire en Afghanistan. Comme le souligne le rapport du Secrétaire général (S/2008/617), le conflit qui s'intensifie, exacerbé par les catastrophes naturelles, a empiré la situation. À cet égard, nous accordons une importance particulière à une mobilisation rapide des ressources pour répondre à la crise imminente. Les attentats menés contre des travailleurs humanitaires et les convois d'aide sont particulièrement déplorables. Ces attentats vont accroître la souffrance de la population qui est dans le besoin. Ma délégation demande donc instamment que toutes les mesures soient prises pour mettre immédiatement et définitivement fin à ces attaques.

S'agissant des réfugiés afghans, l'Indonésie se félicite de la future conférence internationale pour le retour et la réintégration des réfugiés afghans. Nous espérons que cette conférence pourra mobiliser le soutien nécessaire pour le retour et la réintégration en cours des réfugiés afghans et des personnes déplacées.

Des partenariats avec les États de la région et la communauté internationale resteront des éléments clés pour la paix durable et le développement en Afghanistan. La participation du Président Karzaï aux sommets récents de l'Association sud-asiatique de

coopération régionale et de l'Organisation de coopération de Shanghai est une évolution encourageante. Au niveau international, il y a plus urgent : le respect rapide des promesses de dons faites à la Conférence de Paris. Nous nous félicitons à cet égard des efforts déployés pour améliorer la coordination des efforts des donateurs et pour renforcer l'efficacité de l'aide.

S'agissant de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), ma délégation estime que la Mission restera utile pour aider le pays à s'attaquer aux différentes menaces à sa sécurité et à son développement. Nous sommes toutefois préoccupés par les obstacles découlant de la détérioration de la situation en matière de sécurité dans le pays qui continue à entraver la mise en œuvre de son mandat. Nous nous félicitons des préparatifs en cours par la MANUA pour ouvrir de nouveaux bureaux provinciaux. Nous espérons que cette expansion contribuera à une percée politique dans le pays, comme l'envisage le Secrétaire général dans son rapport.

Enfin, l'Indonésie tient à réaffirmer son plein appui à la MANUA et à son travail et à sa contribution à un Afghanistan pacifique, démocratique et prospère.

**M. Le Luong Minh** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer aux autres intervenants pour remercier M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé et pour sa présentation au rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Afghanistan depuis mars 2008. Je souhaite également remercier l'Ambassadeur Zahir Tanin d'Afghanistan de sa présence et de sa déclaration au Conseil.

Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport, en dépit de nombreux efforts consentis par le Gouvernement et le peuple afghans et par la communauté internationale, la situation en Afghanistan s'est beaucoup compliquée au cours des derniers six mois. Nous sommes profondément préoccupés par la propagation des activités violentes et de l'insurrection dans l'ensemble du pays, notamment dans les provinces voisines de Kaboul, ce qui a contribué à l'accroissement du nombre croissant de victimes civiles. L'ampleur et la portée de la violence entravent les efforts de reconstruction et menacent de saper les réalisations initiales enregistrées par le Gouvernement et le peuple afghans à ce jour.

Nous sommes préoccupés du fait que, comme l'indique la Mission d'assistance des Nations Unies en

Afghanistan, du fait de cette situation, 190 000 enfants, dont la plupart vivent dans les districts fragiles du sud tels que Helmand et Kandahar, n'ont pas pu avoir accès à un récent programme de vaccination, et que les pénuries dues à la sécheresse et à la flambée des cours des denrées alimentaires touchent un sixième de la population du pays, ce qui rend leur vie – déjà difficile en raison de la gravité du conflit et de la violence – encore plus difficile.

La tendance à l'augmentation du nombre d'attentats visant le personnel, les convois et les installations humanitaires, ainsi que tous les attentats visant les civils quelle qu'en soit la raison, est un autre motif de grave préoccupation. À cet égard, nous exhortons toutes les parties concernées à respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire, pour veiller à la sécurité de tous ceux qui effectuent leur noble travail humanitaire pour aider le peuple afghan et les civils innocents du pays.

La situation que je viens de décrire en Afghanistan nécessite que nous accordions la priorité au renforcement de la sécurité, ce qui est indispensable pour garantir la sécurité du peuple afghan, pour mettre en œuvre des activités humanitaires et des programmes de développement socioéconomique, et pour créer un environnement propice à un règlement politique durable. En même temps, davantage d'efforts devraient être déployés pour s'attaquer aux causes profondes du conflit. Des mesures doivent être prises pour créer davantage d'emplois, et par conséquent, des sources de revenu supplémentaires, pour les habitants des zones rurales afin qu'ils dépendent moins de la culture du pavot à opium et pour améliorer les soins de santé, l'éducation et d'autres services sociaux afin que les Afghans de tous bords puissent comprendre qu'ils sont mieux lotis en tant que bénéficiaires du processus de paix et de reconstruction plutôt que de la violence et des hostilités.

À cette fin, nous saluons les efforts considérables déployés par le Gouvernement afghan pour mettre en œuvre la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que pour améliorer ses capacités institutionnelles, y compris au niveau provincial, afin de promouvoir sa prise en charge à tous les niveaux de la gouvernance et d'utiliser plus efficacement l'aide internationale. Le dynamisme et la responsabilité des Afghans seront d'une importance fondamentale dans le processus de reconstruction. Toutefois, compte tenu des défis

considérables auxquels ils sont confrontés, le Gouvernement et le peuple afghans méritent l'assistance et l'appui constants de la communauté internationale. La communauté internationale doit accélérer la mise en œuvre des engagements pris à la Conférence de Paris en juin.

En tant que facteur important de son développement et de sa stabilité, la coopération plus étroite de l'Afghanistan avec les pays voisins et les partenaires régionaux doit être davantage encouragée. Les Nations Unies, par le truchement de la MANUA, doivent continuer à jouer un rôle essentiel pour coordonner et surveiller l'assistance internationale au pays. Nous voudrions insister sur le fait que, outre la nécessité d'une gestion efficace, il est indispensable de veiller à ce que l'assistance humanitaire soit destinée aux Afghans les plus vulnérables, en particulier aux femmes et aux enfants, et vise à encourager une participation pleine, égale et efficace des populations locales dans le processus de décision.

Pour terminer, je souhaite réaffirmer l'appui constant du Viet Nam au Gouvernement et au peuple afghans dans leur processus de reconstruction après le conflit. Le Viet Nam continuera à travailler avec l'ONU et la communauté internationale pour contribuer à la réussite de ce processus en espérant que l'Afghanistan pourra bientôt s'extirper des difficultés actuelles pour entrer dans une nouvelle ère de paix, de stabilité, de prospérité et de développement durables.

**M. Ripert** (France) : Je voudrais remercier M. Eide pour son exposé et notre collègue, le Représentant permanent d'Afghanistan, pour son intervention. Je voudrais assurer le Représentant spécial de notre plein soutien à l'approche qu'il a développée. Avec lui, nous voulons marquer notre confiance dans l'engagement de la communauté internationale. Le temps n'est ni au découragement, ni à l'auto flagellation, mais à l'action patiente et déterminée. En tout état de cause, il n'y a pas d'alternative.

La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) s'est vu confier un rôle de premier plan, notamment dans la coordination de l'aide civile. Il est essentiel que tous les acteurs internationaux appuient activement ce rôle de coordination. Il est aussi nécessaire de donner à la MANUA les moyens nécessaires pour lui permettre d'exercer pleinement son mandat.

Comme le relève le rapport du Secrétaire général (S/2008/617), l'évolution de la situation au cours des

derniers mois présente des résultats contrastés. On doit ainsi constater les progrès réels, en particulier la poursuite du renforcement de l'Armée nationale afghane, le lancement de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et certaines évolutions positives en matière de développement économique et social. Il faut aussi relever des avancées dans la lutte contre le trafic stupéfiants, marquée par la diminution de la production d'opium et l'accroissement de la coopération internationale contre le détournement des précurseurs chimiques nécessaires à la production d'héroïne. Enfin, comme M. Eide l'a souligné, le récent remaniement ministériel traduit une volonté réelle du Président Karzaï de rendre son gouvernement plus efficace.

Nous observons aussi, cependant, la persistance d'éléments préoccupants, qu'il s'agisse de la situation en matière de sécurité, des risques de crise humanitaire cet hiver, ou de la situation en matière de droits de l'homme. Le problème de la bonne gouvernance, en particulier la lutte contre la corruption, reste un défi qui demandera des efforts accrus de la part du Gouvernement afghan, au-delà des mesures déjà prises au cours des derniers mois.

Nous sommes nous aussi préoccupés sur la question des victimes civiles. Comme M. Kai Eide l'a souligné, ces victimes sont principalement causées par les activités antigouvernementales. La France, dont les règles d'engagement sont particulièrement strictes, est toutefois consciente de la nécessité de poursuivre les efforts accomplis par les forces internationales pour éviter toute victime civile, et elle est déterminée à agir énergiquement avec ses alliés et avec ses partenaires à cette fin.

Les difficultés et les défis auxquels l'Afghanistan fait face ne doivent cependant pas masquer les progrès réalisés depuis sept ans. Je voudrais en particulier souligner la baisse de 25 % du taux de mortalité infantile, la scolarisation de 6 millions d'enfants, dont un tiers de filles, ainsi que la mise en place et la consolidation progressives des institutions démocratiques afghanes.

Le peuple afghan a exprimé de manière claire son choix pour la démocratie et la stabilité en 2004 et 2005; nous devons l'aider à préparer les prochaines élections de 2009 et 2010, qui seront cruciales pour parachever le processus démocratique.

Nous partageons le sentiment d'urgence exprimé par le Représentant spécial. La communauté

internationale et l'Afghanistan disposent d'une stratégie, définie par le Pacte pour l'Afghanistan, adopté à Londres en 2006, et que vient prolonger aujourd'hui la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et une feuille de route élaborée lors de la Conférence internationale de Paris. Cette feuille de route repose sur un partenariat renouvelé autour d'engagements mutuels visant à mieux prendre en compte les besoins concrets de la population. Ce point est fondamental, parce que c'est notamment à l'aune de l'amélioration de la situation de la population que l'intervention de la communauté internationale sera jugée, et que l'on pourra estimer qu'elle a atteint son but.

Au-delà des premières mesures d'ordre individuel, institutionnel, déjà annoncées, telles que la réorganisation du travail gouvernemental afghan et la réforme du Conseil commun de coordination et de suivi, des mesures décisives doivent être prises rapidement pour mettre en œuvre ces engagements, par la communauté internationale, mais aussi par les autorités afghanes, qui seront amenées à assumer une part croissante de responsabilités dans le processus de reconstruction et de développement.

Parlant en tant que présidence de l'Union européenne, je voudrais redire ici que l'Afghanistan et les Nations Unies peuvent compter sur l'engagement indéfectible de la France et de l'Union européenne. Conformément au cadre fixé par le Conseil de l'Union européenne en mai 2008, celle-ci continuera à jouer un rôle majeur dans la mobilisation de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan.

L'Union européenne est le deuxième contributeur financier à la reconstruction de l'Afghanistan. Elle contribue, en particulier, au renforcement des capacités de la police afghane, qui constitue une priorité de la communauté internationale, notamment à travers la Mission de police de l'Union européenne (EUPOL) en Afghanistan, dont les effectifs seront augmentés significativement. Sur le plan militaire, je souhaite rappeler que 25 des pays membres de l'Union européenne participent à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dont ils composent, réunis, près de la moitié des effectifs totaux.

Une solution durable à la crise en Afghanistan ne peut être seulement militaire. Elle doit être avant tout politique. Notre objectif est d'aider le Gouvernement à développer les structures d'un État démocratique, qui assure la sécurité de ses citoyens, respecte les droits de

l'homme, et favorise le développement économique et social. Cela nécessite une approche globale fondée sur une meilleure intégration des volets civil et militaire. Nous encourageons le développement par les autorités afghanes d'un dialogue politique national le plus large possible, à tous les échelons. Ce dialogue devra se conduire dans le respect de la Constitution, et ne peut naturellement pas inclure les partisans du jihad, que nous devons continuer à combattre jusqu'à leur défaite.

Comme l'ont souligné en particulier M. Kai Eide et le Représentant permanent de l'Italie, la stabilité en Afghanistan est intrinsèquement liée à celle de la région. Il est donc essentiel de développer une approche coordonnée au niveau régional. La France est prête à y contribuer activement et travaille, ainsi que notre Ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner, l'a annoncé, à l'hypothèse de l'organisation d'une conférence régionale réunissant l'Afghanistan et ses voisins, dans le prolongement des travaux menés lors de la Conférence internationale de soutien à l'Afghanistan.

D'ores et déjà, nous nous réjouissons du renforcement de la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins contre les menaces telles que le terrorisme et le trafic de drogue, ainsi que l'évolution positive des relations entre l'Afghanistan et le Pakistan, dont le nouveau Gouvernement démocratique a manifesté sa détermination à lutter contre le terrorisme.

Pour finir, je veux ici réaffirmer avec force l'engagement résolu de la France, au sein de la FIAS comme aux côtés du Représentant spécial, en appui à ses efforts pour que le peuple afghan retrouve au plus tôt, comme il le mérite, le chemin de la paix, de la sécurité et du développement.

**Sir John Sawers** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*): Je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de diriger ce débat très important. Permettez-moi d'abord de me féliciter du dernier rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (S/2008/617) et d'adresser des remerciements particuliers au Représentant spécial, M. Kai Eide, pour son exposé et pour les qualités de dirigeant et d'homme engagé dont il a fait preuve depuis sa nomination en mars dernier. Nous saluons ses efforts et ceux de son équipe dans des circonstances, nous le savons, fort difficiles. Nous félicitons également l'Ambassadeur de l'Afghanistan, M. Tanin, pour sa contribution au débat d'aujourd'hui.

La forte présence des Nations Unies au premier plan doit continuer à se situer au cœur de l'approche internationale en Afghanistan. Nous saluons le travail fait par M. Eide pour restructurer et renforcer la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), afin qu'elle puisse mieux faire aboutir les priorités sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord. Nous devons prendre très au sérieux les huit mesures qu'il a proposé d'exécuter au cours des six prochains mois.

Nous attendons avec intérêt qu'un accord soit trouvé d'ici à la fin de l'année sur une augmentation des ressources de la MANUA, qui lui permettent d'accroître son action fondamentale sur la gouvernance, la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, l'efficacité de l'aide, le défi humanitaire, l'amélioration de l'action des Nations Unies et une coordination internationale plus vaste. Cette action est primordiale pour parvenir à une réussite à long terme de l'Afghanistan, et l'action de la MANUA, pour soutenir le Gouvernement afghan dans la préparation des élections de l'année prochaine, est particulièrement importante. Il est crucial d'obtenir une large participation et le Royaume-Uni salue la tâche en cours d'inscription des électeurs.

Le débat international est souvent axé sur la sécurité, pour de très bonnes raisons, mais c'est une erreur de se concentrer sur la sécurité uniquement ou, tout au moins, séparément des questions de gouvernance et de développement. Comme nombre de personnes impliquées en Afghanistan l'ont dit depuis quelque temps, l'insurrection ne peut être vaincue uniquement par des moyens militaires. Nous l'avons entendu dire plusieurs fois aujourd'hui autour de cette table. L'action militaire restera évidemment un élément fondamental de notre approche dans les années à venir, comme l'a dit le Représentant spécial. Mais tout aussi importants sont les efforts du Gouvernement afghan, efforts soutenus par la MANUA et d'autres acteurs de la communauté internationale, pour aboutir à une bonne gouvernance, encourager la croissance économique et construire un processus démocratique ouvert à tous, qui offre une voix à tous ceux qui sont préparés à atteindre leurs objectifs par des moyens pacifiques.

Notre défi commun est de permettre aux Afghans d'atteindre, par eux-mêmes, cet objectif. Des progrès ont été réalisés. L'Armée nationale afghane est forte de 65 000 hommes; elle continue de croître en nombre et devient de plus en plus professionnelle. Elle joue d'ores et déjà un rôle clef, aux côtés des forces

internationales, pour faire échec à l'insurrection. Les progrès importants qu'elle a réalisés montre que l'Afghanistan est en mesure de réussir s'il dispose des infrastructures nécessaires.

Dans d'autres domaines, en particulier dans celui de la gouvernance et de la lutte contre la corruption, les progrès sont plus modestes. Il est essentiel de mettre en place une police professionnelle si nous voulons que les acquis du Gouvernement central profitent aux Afghans ordinaires, et il nous faut progresser davantage dans ce domaine. La nomination d'un nouveau Ministre de l'intérieur est une mesure bienvenue, tout comme les autres remaniements ministériels annoncés le week-end dernier.

Toutes les difficultés auxquelles est confronté l'Afghanistan sont rendues plus difficiles à régler par l'influence pernicieuse des stupéfiants. Nous avons constaté des progrès cette année, comme le Représentant spécial l'a souligné – une diminution de 19 % de la culture du pavot à opium et une augmentation des provinces où le pavot n'est plus cultivé de 13 à 18 cette année. Mais nous ne saurions céder au triomphalisme. La croissance de la production dans les régions où la sécurité n'est pas satisfaisante, comme Helmand, demeure véritablement préoccupante. Le Royaume-Uni s'est proposé d'être le principal partenaire du Gouvernement afghan dans la lutte contre les stupéfiants, et ce n'est pas un hasard si nous sommes convenus que nos forces devaient être déployées à Helmand, l'une des provinces clefs pour le rétablissement de la sécurité, ce qui constitue une mesure essentielle pour débarrasser la province de la production de stupéfiants.

C'est à juste titre que des préoccupations ont été exprimées, y compris dans le rapport du Secrétaire général, sur les victimes civiles. Comme je l'ai dit précédemment dans cette salle, toute victime civile est une victime de trop. C'est pourquoi les forces internationales déployées en Afghanistan mettent beaucoup de soin à réduire le risque de faire des victimes parmi les civils, notamment en informant à l'avance les populations locales, lorsque cela est possible, d'opérations imminentes. Il est toutefois bon de réévaluer en permanence et, si nécessaire, d'améliorer nos méthodes sur la base de l'expérience. Par ailleurs, nous devrions garder à l'esprit les observations du Représentant spécial sur la question de savoir qui porte la responsabilité principale des victimes civiles. Il s'agit des insurgés et des auteurs de ce que l'on appelle attaques « asymétriques » – des

attaques visant des civils ou qui ne tiennent pas compte des victimes civiles.

Le rapport du Secrétaire général met à juste titre en lumière l'éventail des défis auxquels est confronté l'Afghanistan. Nous ne pourrions les relever que si nous adoptons une approche globale. La sécurité ne pourra prévaloir sans un travail soutenu en matière de gouvernance, de développement et de renforcement des capacités, et vice-versa. M. Eide a également dit récemment que la communauté internationale devait faire montre de davantage de dynamisme et d'un attachement renouvelé à une solution durable en Afghanistan. Le Royaume-Uni appuie cet appel et continuera de jouer le rôle qui lui revient pour assurer un avenir stable et prospère à ses amis afghans.

**M. Kafando** (Burkina Faso) : Je voudrais à mon tour remercier M. Kai Eide, le Représentant spécial du Secrétaire général, pour son exposé ainsi que le Représentant permanent de l'Afghanistan pour ses précieuses informations.

Il est préoccupant de constater que la situation en Afghanistan reste encore l'une des questions les plus complexes à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Nous avons salué en son temps la tenue et les résultats de la Conférence internationale de Paris, qui avait jeté les bases d'un partenariat politique et financier entre l'Afghanistan et la communauté internationale pour la reconstruction du pays. Pour qu'un tel partenariat porte les fruits escomptés, il faudrait que les conditions politiques et sécuritaires soient réunies pour assurer un climat plus apaisé.

Malheureusement, force est de constater que ces derniers temps, les combats se sont intensifiés entre les insurgés, d'une part, les forces afghanes et les forces de sécurité internationales, d'autre part, et qu'elles ont engendré de nombreuses victimes au sein de la population civile et parmi les humanitaires, tout en maintenant un niveau d'insécurité encore élevé. La détermination des insurgés, même dans des provinces qui connaissaient jusqu'alors une relative accalmie, complique la tâche de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), alors même qu'elle doit étendre ses bureaux provinciaux et, surtout, disposer de la plénitude de ses moyens et de ses capacités pour pouvoir accomplir efficacement son mandat.

Pour le Burkina Faso, il est plus qu'urgent de rechercher la meilleure stratégie possible de sortie de crise, notamment par la négociation et le renforcement

du dialogue politique. Cela permettrait de créer les conditions les plus favorables pour assurer, à court terme, l'organisation des élections présidentielles en 2009 et des élections législatives en 2010 et, à plus long terme, l'instauration d'une paix durable et définitive dans le pays, qui comprendrait la prise en compte efficace de l'épineuse question du trafic de la drogue.

Nous sommes toujours préoccupés par la situation humanitaire en Afghanistan. Tout en nous félicitant des mesures déjà prises pour y répondre, ainsi que des appels lancés à cet effet par les Nations Unies, nous exhortons la communauté internationale à rester mobilisée pour aider le peuple afghan à soulager ses peines. Nous lançons le même appel pour une prise en charge effective du sort des réfugiés et des personnes déplacées. À cet égard, nous saluons la tenue le 19 novembre prochain, à l'initiative du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Gouvernement afghan, d'une conférence internationale relative au calendrier de leur retour et de leur réintégration.

Une autre source de préoccupation majeure demeure la persistance, sur fond d'impunité, des violations des droits de l'homme, en particulier les exécutions extrajudiciaires, les violences sexuelles ou sexistes, y compris contre les enfants. Nous appelons à la prise de mesures énergiques et courageuses, à l'instar du Plan d'action national pour les femmes afghanes du 19 mai 2008.

Ma délégation se réjouit des avancées politiques obtenues malgré tout, dont l'adoption de lois importantes. Même si les divergences politiques n'ont pas encore permis l'adoption de la loi électorale, celle du projet de loi sur la Commission électorale indépendante constitue une étape cruciale dans le cadre du processus électoral en cours. Reste, eu égard à l'extrême délicatesse des prochaines échéances, à tout mettre en œuvre pour renforcer les mesures de sécurité, en droite ligne de celles déjà prises par les forces en présence et l'ONU pour appuyer la Police nationale. Il convient de noter également le vote de la loi anticorruption, la création d'un Office supérieur de contrôle, l'amélioration des performances de l'administration publique, de la gouvernance locale et de la justice. Nous encourageons vivement les autorités à poursuivre et à intensifier ces actions.

La solution définitive du problème afghan passe également par une coopération régionale et internationale renforcée. Nous nous réjouissons dès

lors des nombreux signes de redynamisation des relations entre l'Afghanistan et les autres pays de la région, prometteurs pour la stabilité sous-régionale et régionale. Concernant la coopération internationale, je voudrais à nouveau noter à quel point la contribution de la communauté internationale, y compris de l'ONU, est et demeure importante pour la paix, le relèvement économique et la reconstruction nationale en Afghanistan.

Quant à la MANUA, elle devrait pouvoir également compter sur l'appui du Conseil de sécurité pour l'exécution de son mandat, que nous venons de renouveler.

**M. Kumalo** (*parle en anglais*) : Nous aussi, nous souhaitons la bienvenue à M. Kai Eide, le Représentant spécial du Secrétaire général en Afghanistan, et le remercier de sa présentation du rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (S/2008/617). Nous vous félicitons également de la présence de l'Ambassadeur de l'Afghanistan, M. Zahir Tanin, que nous remercions de sa déclaration.

La communauté internationale a intérêt à ce que l'Afghanistan soit un pays stable, pacifique et démocratique. C'est la raison pour laquelle ma délégation estime que les difficultés auxquelles se heurte l'Afghanistan, et qui sont exposées en détail dans le dernier rapport du Secrétaire général, ne sauraient être sous-estimées. La détérioration de la situation en matière de sécurité, l'augmentation du nombre des victimes civiles, le fait que les lacunes en matière de droits de l'homme persistent, et l'aggravation de la situation humanitaire comptent parmi les éléments clefs de ces difficultés. La menace persistante posée à la sécurité par les activités insurrectionnelles et terroristes est le principal obstacle aux efforts d'édification de la nation et à la stabilité de l'Afghanistan.

Les paragraphes 16 à 22 du rapport du Secrétaire général illustrent clairement la détérioration de la situation en Afghanistan, notamment ces derniers mois. Dans ce contexte, nous déplorons toutes les tentatives visant à déstabiliser le pays, en particulier les attentats terroristes commis contre des civils innocents, notamment les enfants. Il est également préoccupant, comme le note le rapport, de voir que la détérioration de la situation sécuritaire a compromis l'exécution du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

Les pertes civiles sont une autre source de préoccupation. Comme le Secrétaire général le note dans son rapport, le pays a connu une augmentation du nombre des victimes civiles. Ma délégation condamne toutes les attaques prenant pour cible des civils innocents. Nous demandons également aux forces internationales présentes en Afghanistan de réduire au minimum le risque de pertes civiles.

Malgré toutes les difficultés susmentionnées, l'Afghanistan enregistre peu à peu des progrès dans certains domaines. L'un des domaines les plus notables à cet égard est celui de la lutte contre les stupéfiants. L'Afrique du Sud est encouragée par les informations faisant état d'une baisse de la culture du pavot et du déclin de la production d'opium. Nous encourageons le Gouvernement afghan et les autres parties intéressées à poursuivre leurs efforts pour régler le problème des stupéfiants. Nous encourageons en outre le Gouvernement à améliorer ses capacités institutionnelles en matière de services publics et de développement pour soutenir des solutions de rechange viables à la culture du pavot.

Nous nous félicitons également des progrès notables accomplis dans les domaines de l'état de droit, de la gouvernance et de la coopération régionale. Nous insistons sur l'importance de la coopération régionale comme outil efficace pour promouvoir le développement et la stabilité en Afghanistan. Dans ce contexte, ma délégation se félicite de l'amélioration des relations entre l'Afghanistan et ses voisins, en particulier le Pakistan. Nous apprécions la volonté déjà manifestée par les deux pays de combattre l'extrémisme et le terrorisme en améliorant encore les dispositifs d'échange d'informations existants.

Pour relever les défis auxquels est confronté l'Afghanistan, il est essentiel de suivre une approche intégrée et globale. À cet égard, il est vital d'améliorer la coordination dans les domaines militaire, politique, humanitaire et du développement. C'est pour cette raison que l'Afrique du Sud continue d'appuyer le rôle central et impartial joué par la MANUA et les activités qu'elle mène à la tête des efforts de la communauté internationale. Nous estimons nous aussi qu'il est nécessaire de renforcer les capacités de coordination de la MANUA, afin de permettre à la Mission de faire une véritable différence sur le terrain.

L'Afrique du Sud réaffirme son appui à la mise en œuvre du Pacte pour l'Afghanistan et de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, placés

sous le contrôle de la population afghane. Nous saluons également le rôle central joué par le Conseil commun de coordination et de suivi pour faciliter et surveiller la mise en œuvre du Pacte pour l'Afghanistan.

Enfin, nous louons le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Eide, et le personnel de la MANUA des efforts inlassables qu'ils déploient en Afghanistan.

**M. Jurica** (Croatie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Kai Eide, de son exposé complet et informatif et de la manière avec laquelle il dirige la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) en cette période difficile et complexe. Parallèlement, nous sommes heureux de souhaiter la bienvenue au Représentant permanent de l'Afghanistan, M. Zahir Tanin, et nous le remercions de sa déclaration.

Mon pays, la Croatie, est encouragé par le bon travail que la MANUA a accompli jusqu'à présent, contribuant à coordonner les efforts humanitaires de la communauté internationale à l'appui du Gouvernement afghan. Ma délégation voudrait redire qu'elle soutient pleinement le rôle phare que la MANUA joue à cet égard. Comme cela est clairement indiqué dans le rapport du Secrétaire général (S/2008/617), ce n'est que si toutes les parties intéressées sont résolument prêtes à coordonner leurs opérations que la MANUA pourra être en mesure de mener à bien son mandat.

La Croatie est gravement préoccupée par l'aggravation de la situation sécuritaire en Afghanistan. L'insurrection s'intensifie et elle a désormais des répercussions néfastes dans des zones qui étaient autrefois relativement calmes. La situation à la région frontalière du Pakistan, où les activités hostiles ont augmenté de manière significative, est particulièrement inquiétante. Les nouvelles tactiques employées par les insurgés, qui recourent de plus en plus à des attaques asymétriques, souvent menées dans des zones densément peuplées, ont largement contribué à l'augmentation du nombre des victimes civiles.

Dans ce contexte, la Croatie estime qu'un strict respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme devrait être observé dans l'ensemble de l'Afghanistan, et que parallèlement des mesures appropriées pour garantir la protection des civils devraient être mises en place. Nous nous félicitons particulièrement des efforts entrepris à ce jour par les

forces internationales pour réduire le risque de pertes civiles.

La Croatie est préoccupée par l'aggravation de la situation humanitaire, qui est essentiellement le résultat de l'insurrection en cours et de l'impact négatif du conflit sur l'accès humanitaire. La sécheresse qui sévit actuellement et les prix élevés des denrées alimentaires à l'échelle mondiale n'ont fait qu'exacerber cette situation. Nous nous félicitons par conséquent du deuxième appel d'urgence conjoint lancé pour atténuer la crise déclenchée par les prix élevés des denrées alimentaires et par la sécheresse, et ainsi aider les populations actuellement victimes de cette situation. Très consciente de la gravité du problème, la Croatie vient de donner 50 000 dollars par l'entremise du Programme alimentaire mondial pour répondre aux pénuries alimentaires dans la province du Badakhstan.

Il est bien connu que l'insurrection en Afghanistan est alimentée essentiellement par le commerce des drogues. Dans ce contexte, la Croatie est encouragée par le nouveau rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), selon lequel la culture du pavot à opium a baissé de 19 % et la production d'opium de 6 %. Nous nous félicitons des nouveaux efforts entrepris pour lutter contre ce fléau, et ce avec l'approbation du Gouvernement afghan et conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

La Croatie se félicite de voir que les efforts internationaux pour lutter contre le flux des précurseurs chimiques destinés à la fabrication illicite d'héroïne, qui ont récemment obtenu le ferme appui du Conseil de sécurité avec l'adoption de la résolution 1817 (2008), portent déjà leurs fruits. Nous louons le rôle phare que joue l'Organe international de contrôle des stupéfiants et nous nous félicitons du renforcement de la coopération régionale sur cette question.

Le problème de la culture de l'opium est inextricablement lié à celui de la corruption endémique qui ruine l'Afghanistan. Nous nous félicitons donc de l'adoption de la loi sur la corruption et de la création du Bureau de surveillance de haut niveau chargé de la lutte contre la corruption. À l'évidence, de telles mesures sont nécessaires non seulement pour démontrer la détermination du Gouvernement afghan à respecter les engagements qu'il a pris vis-à-vis de la communauté internationale, mais surtout pour renforcer la confiance des citoyens afghans ordinaires dans l'actuel Gouvernement.

La Croatie estime que les proches élections sont une priorité essentielle et qu'elles constitueront un véritable test des progrès de l'Afghanistan en matière de démocratie. Tout en regrettant que le désaccord qui persiste au sein de l'Assemblée nationale ait empêché l'adoption d'une nouvelle loi électorale, nous sommes persuadés que tous les textes de loi nécessaires, y compris la législation sur la Commission électorale indépendante, principal organe de coordination des élections, seront adoptés rapidement.

En ce qui concerne les questions militaires et de sécurité, nous nous félicitons des améliorations continues enregistrées au sein de l'armée nationale afghane et nous appuyons la demande de l'Afghanistan de relever le plafond de recrutement à 134 000 d'ici à 2010. Nous nous félicitons tout particulièrement du fait que le Gouvernement afghan assume une responsabilité croissante en matière de sécurité dans le pays, et notamment que l'armée nationale afghane assure désormais la responsabilité principale de la sécurité à Kaboul. La Croatie examine en ce moment les modalités lui permettant d'envoyer en Afghanistan des équipes supplémentaires pour former et guider l'armée nationale afghane qui feraient partie d'un cadre opérationnel et d'une équipe de liaison.

Nous saluons tous les efforts régionaux visant à la stabilisation et au développement plus avant de l'Afghanistan. Les voisins du pays ont un rôle important à jouer dans l'appui à l'action du Gouvernement afghan en vue de sécuriser ses frontières, mais aussi dans la mise à profit des possibilités conjointes offertes par le commerce, l'intégration du marché de l'énergie et la construction de l'infrastructure. Nous prenons note avec satisfaction des récents accords internationaux conclus par l'Afghanistan et ses voisins et nous exprimons notre plein appui aux initiatives déjà lancées par le Représentant spécial afin de souligner le potentiel de coopération et de développement économiques à l'échelle régionale.

Nous sommes aussi parfaitement conscients qu'il n'existe pas de solution purement militaire au problème afghan. Pour réussir, le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent adopter une approche globale qui fasse le lien entre les activités militaires, politiques, humanitaires et de développement. Appuyer une approche globale suppose aussi d'encourager les efforts de l'Afghanistan pour réinsérer ses citoyens exclus dans la société et les amener ainsi à renoncer à la violence et à accepter la

Constitution afghane et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous partageons l'opinion que la MANUA a un rôle important à jouer pour ce qui est d'appuyer les activités de réconciliation menées par les Afghans eux-mêmes de toutes les façons que le Gouvernement afghan jugera appropriées. En outre, la crise en Afghanistan n'est pas seulement un problème national et régional; c'est aussi un problème mondial. La lutte contre le terrorisme ne peut être gagnée que grâce à l'action concertée des acteurs internationaux concernés.

La Croatie tient à affirmer sa ferme détermination, exprimée à la Conférence de Paris en juin, à collaborer étroitement avec les dirigeants afghans au profit de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, sur la base du Pacte pour l'Afghanistan de 2006. Qu'il me soit permis également de réaffirmer notre adhésion à l'évaluation du Représentant spécial selon laquelle les priorités définies à la Conférence de Paris sont suffisamment couvertes par le mandat de la MANUA, tel qu'énoncé dans la résolution 1806 (2006). Dans ce contexte, nous nous félicitons des changements annoncés par le Président Karzaï dans son gouvernement, dans lesquels nous voyons un signe clair de la volonté afghane d'appliquer rigoureusement le programme de Paris.

Nous partageons totalement le point de vue du Secrétaire général qu'il faut mobiliser davantage de ressources humaines, administratives et sécuritaires pour que la MANUA remplisse son mandat et les priorités fixées. À cet égard, nous saluons la décision de la MANUA d'ouvrir de nouveaux bureaux provinciaux, renforçant ainsi encore sa capacité de communication, qui est cruciale pour l'accomplissement de son mandat. Il y a clairement urgence.

Enfin, tout au long de cette année, la Croatie a relevé d'environ 30 % le niveau de sa contribution militaire à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). Par ailleurs, nous avons lancé des projets de développement dans la province de Badakhshan, dans les secteurs de la santé et de l'éducation, conformément aux priorités du Gouvernement afghan. Tout cela confirme notre profonde adhésion aux efforts de toute la communauté internationale pour rebâtir un Afghanistan libre, sûr et stable, ainsi que notre appui solide au Gouvernement et au peuple afghans.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous sommes reconnaissants à M. Eide pour son action au poste de Représentant spécial du Secrétaire général. Nous le remercions également pour son exposé sur la situation en Afghanistan et pour sa présentation du rapport périodique du Secrétaire général (S/2008/617).

Nous partageons l'inquiétude du Secrétaire général au sujet de la dégradation de la situation politique et militaire en Afghanistan. Nous notons en particulier l'intensification de l'activité terroriste des Taliban, d'Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes. L'attentat contre le Président afghan, les nombreux actes de terrorisme à Kaboul et dans d'autres régions du pays et les attaques toujours plus fréquentes contre le personnel humanitaire et des fonctionnaires de l'ONU, tous revendiqués par les Taliban, montrent clairement la politique d'agression résolue que mènent des extrémistes qui veulent le pouvoir et sont prêts à sacrifier la vie de parfaits innocents pour atteindre leurs objectifs.

Dans de telles conditions, il faut suivre strictement la politique consistant à isoler les dirigeants extrémistes, d'abord et avant tout ceux qui figurent sur la liste de sanctions du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999), tout en laissant aux Taliban de la base qui ne se sont pas rendus coupables de crimes militaires la possibilité de retourner à une vie pacifique. C'est précisément une telle politique qui devrait être poursuivie par la Mission des Nations Unies dans le cadre de l'exécution de son mandat.

Nous estimons que la tactique de pacification des Taliban et autres groupes extrémistes est fondamentalement erronée. Toute tentative pour les flatter se solde par des atteintes irréparables au pouvoir central et aux principales forces politiques opposées aux Taliban. Malheureusement, l'idée d'une réconciliation avec les extrémistes continue de trouver des zéloteurs, tant parmi les représentants des organisations internationales qu'en Afghanistan.

Les activités des terroristes et des insurgés qui n'ont pas déposé les armes sont essentiellement financées par le trafic de drogue. De plus en plus souvent, les terroristes et les trafiquants de drogue coordonnent étroitement leurs actions, alors que les efforts de la communauté internationale pour combattre la menace narcotique afghane ne produisent malheureusement pas de résultats visibles. Qui plus est, nous observons une hausse sans précédent de la

production de drogue en Afghanistan, ce qui menace directement toute la communauté internationale.

Dans de telles conditions, nous estimons vital d'intensifier la lutte antidrogue tant en Afghanistan – ce qui comprend la destruction des cultures, la chasse aux trafiquants, la mise en œuvre de programmes de cultures agricoles de substitution et la lutte contre le chômage – que sur les territoires limitrophes du pays, et de le faire à la faveur du rôle de coordination de l'ONU et avec la participation des pays voisins, ainsi que par le biais de la mise en place d'un système de périmètres de sécurité financière et antidrogue.

Il est également nécessaire de mieux exploiter le potentiel des organisations régionales qui se montrent efficaces dans ce domaine, en particulier l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. À l'heure actuelle, le mécanisme le plus efficace pour mettre à profit les initiatives internationales visant à contrer le flux des stupéfiants afghans est l'Opération antidrogue Channel, menée depuis 2003 sous l'égide de l'OTSC.

Nous estimons également que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) ne peut pas demeurer en marge des efforts déployés à l'échelle internationale pour contrer la menace narcotique en provenance de l'Afghanistan. Il est important de noter que la résolution 1833 (2008), récemment adoptée par le Conseil de sécurité, vise à centrer le travail de la FIAS sur l'interaction avec le Gouvernement afghan et les autres parties intéressées, y compris les acteurs régionaux, dans ce domaine. À défaut de combattre la menace de la drogue, au vu des liens étroits entre les activités terroristes et la production de stupéfiants, l'action de la FIAS ne sera pas complètement efficace.

Nous sommes disposés à intensifier l'interaction concrète entre l'OTSC et l'OTAN dans la lutte contre le terrorisme et la drogue. À plusieurs occasions, nous l'avons fait savoir à nos partenaires de l'OTAN. Pourtant, jusqu'à présent, l'OTAN n'a pas apporté la moindre réponse à notre proposition, en dépit du fait qu'objectivement, une telle interaction permettrait d'obtenir de meilleurs résultats des efforts de la FIAS et des forces désormais actives en Afghanistan sous commandement de l'OTAN. Un exemple clair en est l'accord conclu à Bucarest sur la simplification des procédures de transit par le territoire russe pour les cargaisons non militaires afin d'assurer les arrières de la FIAS en Afghanistan.

Une autre sphère importante de coopération consiste dans le projet OTAN-Conseil russe qui vise à la formation conjointe du personnel des organismes de lutte contre la drogue de l'Afghanistan et des pays de transit d'Asie centrale au centre de formation du Ministère de l'intérieur à Domodedovo. C'est là une vraie possibilité d'interaction dans la lutte contre la menace narcotique afghane.

Nous partageons la préoccupation du Secrétaire général face aux morts de plus en plus fréquentes enregistrées parmi les civils afghans pacifiques, victimes des actions menées non seulement par des extrémistes mais aussi par des contingents militaires internationaux. De tels incidents sapent clairement la confiance de la population locale dans l'action internationale en Afghanistan. Il est nécessaire que la FIAS prenne des mesures pour empêcher la mort de civils pacifiques, avant tout d'enfants, du fait d'un recours aveugle ou excessif à la force, notamment aux bombardements.

À ce propos, nous voudrions souligner une fois encore qu'il n'y a pas d'alternative à l'impératif inscrit dans une décision récente du Conseil de sécurité, à savoir la nécessité de respecter le droit international humanitaire pour empêcher les pertes civiles. Il s'agit d'un objectif de la plus haute importance dans le cadre de la stabilisation de l'Afghanistan à long terme, objectif également réaffirmé par les dirigeants afghans et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

La Russie est convaincue qu'un règlement effectif de la situation en Afghanistan et des problèmes graves que connaissent à présent les dirigeants du pays sera impossible sans une approche intégrée de la part de la communauté internationale, emmenée par l'ONU, et sans l'octroi au Gouvernement afghan d'une plus grande indépendance dans la résolution des problèmes interafghans.

Nous avons appuyé l'initiative du Gouvernement français et d'autres, qui ont organisé la Conférence internationale de soutien à l'Afghanistan qui s'est tenue à Paris le 12 juin dernier, et nous y avons joué un rôle très actif. Nous estimons que ses résultats doivent constituer une sorte de « feuille de route » pour la mise en œuvre des objectifs que s'est fixés Kaboul, et qui sont contenus dans la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan pour la période 2008-2013. Nous sommes convaincus que les efforts de la communauté internationale pour stabiliser la situation

en Afghanistan et pour lutter contre les menaces terroristes et extrémistes émanant de ce pays n'aboutiront pas tant que les conditions ne seront pas créées pour permettre au Gouvernement afghan d'assurer lui-même la sécurité à l'intérieur du pays. Il faut souligner l'importance de la formation de forces armées nationales réellement opérationnelles et des services de police équipés d'armes modernes.

Les mesures entreprises en vue d'améliorer la situation en matière de sécurité doivent être étayées par des tentatives de redressement socioéconomique de l'État afghan. Nous devons poursuivre nos efforts en ce sens. La Russie participe activement à ces efforts, et notamment à la mise en œuvre d'une série de projets visant à remettre en état des infrastructures énergétiques et des transports en Afghanistan.

Il convient de souligner une autre contribution de la Russie à la stabilisation de la situation économique du pays, à savoir l'accord signé à Moscou visant à réduire la dette afghane à l'égard de la Russie de 11 milliards 120 millions à 730 millions de dollars. Afin de promouvoir le développement de l'enseignement supérieur en Afghanistan, la Fédération de Russie a offert 80 bourses par an depuis 2007 pour permettre à des étudiants afghans de venir étudier dans nos universités. La Russie a également fourni à l'Afghanistan une assistance militaire et technique pour un montant de 220 millions de dollars sur une base non remboursable. Nous sommes prêts à continuer à faire les efforts nécessaires.

**M. De Vengoechea** (Panama) (*parle en espagnol*) : Je voudrais d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Kai Eide, pour l'exposé qu'il vient de nous faire. Nous remercions également le Représentant permanent de l'Afghanistan pour sa déclaration et nous nous félicitons qu'il se soit exprimé avant les membres du Conseil.

Le tableau qui nous a été brossé dans le rapport du Secrétaire général (S/2008/617) montre bien que le travail de M. Eide et de son équipe est particulièrement difficile et compliqué. Nous le félicitons donc pour le travail qu'il a accompli jusqu'à présent et nous lui souhaitons plein succès dans les mois à venir, qui seront nous le savons d'une importance cruciale.

Même si elle n'est pas nouvelle, la phrase selon laquelle « l'Afghanistan est à la croisée des chemins » n'a jamais été plus exacte. La série de revers essuyés par la communauté internationale ces derniers mois

nous laisse deux options : soit nous continuons à appliquer la même stratégie, et nous restons embourbés dans une guerre asymétrique interminable, dans laquelle personne ne gagne et où nous sommes tous perdants, notamment le peuple afghan. Ou bien, en revanche, nous pouvons changer de cap et presser le pas pour reconstruire le pays, non pas grâce au recours exclusif à la force, mais plutôt par le dialogue, un dialogue qui recherche la réconciliation nationale et qui engendre la paix, la sécurité humaine et le développement social.

Le Panama est convaincu que deux mesures doivent être prises de toute urgence pour changer de cap en Afghanistan. Premièrement, nous devons conclure que, comme nous l'enseigne l'histoire, une victoire militaire en Afghanistan est non seulement une notion assez floue, mais ne pourra pas être obtenue dans la pratique. Si nous pensons que la victoire en Afghanistan consiste en l'élimination totale des groupes d'insurgés, alors nous nous trompons. L'insurrection afghane n'est pas le simple fait d'un groupe de terroristes, elle découle d'un mouvement social complexe dont les racines sont ancrées dans la culture locale.

Il est certain que des engagements majeurs de la part des membres des forces internationales de sécurité sont nécessaires pour pacifier le pays, notamment ses parties les plus violentes. Mais, au-delà de cela, le Panama estime que le Gouvernement afghan, avec le soutien de ses partenaires internationaux, doit redoubler d'efforts pour intégrer les éléments modérés de l'insurrection, y compris certains membres des Talibans qui renoncent à la violence, au rétablissement d'un État afghan. Sans eux, la réconciliation nationale, base de toute société multiculturelle et stable, sera impossible.

Deuxièmement, il faut renforcer l'engagement politique vis-à-vis de l'Afghanistan. Ceci n'implique pas seulement d'augmenter l'aide politique, diplomatique et économique pour la reconstruction, mais aussi de redoubler d'efforts pour que les Afghans ordinaires sentent que leur pays a pris une meilleure direction et que leur niveau de vie s'améliore grâce à l'action du Gouvernement et de la communauté internationale.

Comme l'indique le dernier rapport du Secrétaire général, cette action nécessite des efforts de premier plan pour, entre autres, établir l'état de droit dans tout le pays, déraciner la corruption qui envahit certaines parties du Gouvernement, et améliorer le niveau de vie

de chaque citoyen, notamment dans les régions les plus reculées du pays.

En fin de compte, il ne sert guère d'avoir un État reconstruit si son peuple vit dans la pénurie et dans l'insécurité, s'il ne jouit pas des dividendes de la paix. Une telle situation mène au désespoir, à la violence et à l'extrémisme.

**M. Weisleder** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Notre délégation souhaite tout d'abord remercier le Secrétaire général pour son rapport (S/2008/617) et M. Kai Eide pour son exposé de ce matin, qui mettait à jour le rapport écrit. Nous souhaitons également remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan, S. E. M. Zahir Tanin, pour sa déclaration. À l'instar du Panama, nous remercions la présidence d'avoir permis au Représentant de l'Afghanistan de s'exprimer avant les membres du Conseil.

S'agissant de la situation sur le terrain et s'agissant du rapport du Secrétaire général, nous constatons que le Secrétaire général indique clairement et à maintes reprises que la situation en Afghanistan, en dépit de quelques améliorations, s'est considérablement détériorée, notamment en matière de sécurité. D'après ce rapport, le nombre des victimes a augmenté de 44 % entre août 2007 et août 2008. La détérioration de la situation en matière de sécurité cependant, comme l'indique clairement le rapport, résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs différents. M. Eide nous a fourni une explication complémentaire de cette situation, et nous souhaiterions en relever quelques aspects.

La question de la gouvernance est au cœur des défis que pose cette situation et au cœur de la combinaison de facteurs à laquelle nous avons fait référence. À cet égard, le Secrétaire général indique, dans son rapport, et je cite :

« Malgré ces faits nouveaux positifs, le principal problème qui se pose au gouvernement central à cet égard est de créer des capacités au niveau infranational, l'action dans ce domaine étant encore entravée par le manque de moyens et de ressources, ainsi que par la corruption. » (S/2008/617, par. 45)

À la présente séance, nous souhaitons souligner que nous sommes préoccupés par la question de la corruption, mentionnée par le Secrétaire général dans le paragraphe que je viens de citer. Dans le même contexte, le rapport indique que le climat d'impunité

perpétue la notion que le crime et l'abus de pouvoir sont des phénomènes acceptables. Pour le Conseil de sécurité, cela est bien entendu inacceptable.

Nous ne pouvons pas cacher notre préoccupation devant l'augmentation du nombre de victimes civiles. La majorité de ces victimes sont causées par la main assassine des insurgés. Mais, malheureusement, certaines sont également causées par des erreurs commises par les forces internationales. Fait regrettable, grave et préoccupant, les extrémistes ont même attaqué des convois humanitaires, y compris des convois de l'ONU.

La crise alimentaire qui menace, non limitée à l'Afghanistan, est due à des facteurs internes et externes et le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent s'attaquer au problème avec l'urgence et l'attention requises, pour des raisons tant humanitaires que stratégiques. À cet égard, toute la coopération que la communauté internationale pourra, le plus vite possible, apporter à l'Afghanistan et à son gouvernement pour atténuer cette menace de crise alimentaire et remédier à la situation jouera un rôle non seulement humanitaire, mais également stratégique. En effet, plus la faim augmente, plus le risque grandit de voir d'autres secteurs rejoindre l'insurrection extrémiste.

Nous ne voulons pas ignorer les aspects positifs du rapport, en particulier la réduction de la production des matières premières et le contrôle de l'importation des précurseurs chimiques servant à la fabrication de l'opium; l'adoption de lois importantes par le Parlement; et, comme l'Ambassadeur Tanin nous en a informés, la hausse de 300 % de la production industrielle en Afghanistan depuis 2001.

Pour finir, nous aimerions poser quelques questions à M. Eide. Premièrement, hormis ses espoirs et sa conviction personnelle, qu'est-ce qui lui fait croire que les récents changements politiques, notamment au sein des Ministères de l'intérieur et de l'agriculture, constituent des éléments ou des faits nouveaux positifs, comme il l'a dit dans sa déclaration? Deuxièmement, il ressort, à la fois du rapport du Secrétaire général et de l'exposé de M. Eide de ce matin, à moins d'une erreur de notre part, que des plaintes sont émises au sujet de la question de la coordination, question si essentielle qu'elle était au centre du mandat donné à la MANUA en vertu de la résolution 1806 (2008) du Conseil de sécurité en mai dernier. La question est la suivante : que peut faire le Conseil pour coopérer davantage avec

M. Eide et son équipe sur cet aspect particulier et d'autres jugés importants?

Le rapport signale à juste titre que la coordination est possible dès lors qu'il existe une volonté d'être coordonné, mais j'aimerais que M. Eide nous explique plus en détail quels sont les obstacles, en la matière, parce que, j'insiste, dans notre résolution précédente, la coordination était au centre des tâches ajoutées au nouveau mandat.

Enfin, étant donné qu'il s'agit d'informations fournies par l'Ambassadeur et le Représentant permanent, je me demande s'il peut expliquer pourquoi, malgré le triplement de la production industrielle en Afghanistan au cours des sept dernières années, les taux de chômage et de pauvreté demeurent si élevés.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Chine.

Tout d'abord, je remercie M. Kai Eide, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, pour son exposé exhaustif. Nous nous félicitons de la Conférence internationale sur l'Afghanistan qui s'est tenue à Paris en juin et de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan établie par le Gouvernement afghan. Nous appuyons le rôle central et continu joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour coordonner l'aide de la communauté internationale à l'Afghanistan, conformément à la résolution 1806 (2008) du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement afghan est confronté actuellement à de nombreuses et profondes difficultés. En particulier, la détérioration régulière de la situation en matière de sécurité, la hausse de la violence et des attentats terroristes, ainsi que le lourd bilan des victimes civiles dû au conflit, suscitent la vive préoccupation de la communauté internationale. À cet égard, je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, la communauté internationale doit fournir un effort important pour aider l'Afghanistan à résoudre son problème de sécurité. La question de la sécurité exige avant tout des efforts de la part du Gouvernement et du peuple afghan eux-mêmes. La communauté internationale devrait allouer davantage de ressources pour aider le pays à accélérer la constitution de son armée et de ses forces de police, et pour renforcer sa capacité d'assurer de manière autonome la sécurité et la stabilité sociale dans le pays.

Nous demandons instamment à tous les groupes ethniques et à toutes les parties en Afghanistan d'agir dans l'intérêt à long terme du pays et de son peuple, de continuer à promouvoir et pratiquer une culture de la réconciliation, et de préserver et consolider l'autorité du Gouvernement central. Nous demandons instamment aux forces internationales de prendre toutes les mesures préventives possibles et de faire leur maximum pour éviter que des civils soient victimes des actions militaires.

Deuxièmement, au cours de la période à venir, la communauté internationale devrait faire le nécessaire pour assurer le bon déroulement des élections présidentielles en Afghanistan, pour lesquelles l'enregistrement des électeurs vient de commencer. Au cours des prochains mois, la MANUA et la Force internationale d'assistance à la sécurité devraient se concentrer en priorité sur la fourniture de services pour les élections générales et, en particulier, devraient faire en sorte que ces élections se déroulent dans des conditions de sécurité.

Troisièmement, la réalisation d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan dépendra essentiellement du développement économique et de l'amélioration du niveau de vie. La récente sécheresse et la hausse des prix alimentaires ont encore aggravé la crise humanitaire en Afghanistan, ce qui menace fortement la sécurité et la stabilité sociales du pays. La communauté internationale doit honorer son engagement de fournir une assistance et d'aider le Gouvernement, pas à pas, à mettre en œuvre la Stratégie nationale de développement.

En tant que pays voisin et ami, la Chine attache une grande importance à la stabilité et au développement de l'Afghanistan. Nous sommes prêts à continuer d'aider le pays dans toute la mesure de nos moyens.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je donne la parole au représentant de l'Inde.

**M. Sen** (*parle en anglais*) : Permettez-moi, tout d'abord, Monsieur le Président, de vous féliciter pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois-ci. Je voudrais également faire part de ma satisfaction concernant l'inscription au programme de travail du débat d'aujourd'hui sur la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et la situation dans ce pays, question qui

intéresse directement notre délégation. Nous saluons également le rapport du Secrétaire général (S/2008/617) et remercions l'Ambassadeur Eide pour son exposé exhaustif.

Le dernier rapport du Secrétaire général montre clairement que l'Afghanistan vit une période très difficile. L'intensification des attaques asymétriques commises dans des zones qui avaient été débarrassées des Taliban et d'Al-Qaïda est un signe profondément préoccupant. Le fait que des civils, des travailleurs humanitaires, des convois de l'ONU et des représentations diplomatiques, y compris notre mission à Kaboul, ont été attaqués, souligne clairement la cruauté des ennemis face auxquels nous nous trouvons.

Le nombre de morts de plus en plus élevé parmi les civils est véritablement consternant mais ce sont les Taliban, Al-Qaïda et ceux qui les soutiennent et leur fournissent des ressources qui portent clairement la responsabilité ultime de ces victimes. Cette violence inhumaine met en évidence la nécessité de veiller à faire preuve de prudence dans nos actions et nos messages collectifs. Nous devons éviter de leur faire voir un sentiment de soulagement ou une trace de désespoir ; par-dessus tout, nous ne devons pas faire l'honneur aux terroristes de les mettre sur le même pied que les forces de l'ordre. C'est la raison pour laquelle nous nous sentons mal à l'aise à la lecture des passages du rapport qui font état de victimes causées par les forces antigouvernementales et les forces progouvernementales.

Le chemin à parcourir peut être semé d'embûches, mais il est clair. Nous n'avons pas d'autre choix que de travailler collectivement à l'application d'une stratégie en trois éléments clefs en Afghanistan. Le premier élément doit être la sécurité car, sans sécurité, ni les Afghans ni les populations de nos propres pays ne verront les dividendes tant attendus de la paix après des décennies de privation en Afghanistan. Le renforcement des capacités de gouvernance en Afghanistan doit être le deuxième élément, sinon, nous risquons de faire porter la responsabilité à nos partenaires afghans sans avoir veillé à ce qu'ils aient les moyens de l'assumer. Le troisième élément est l'aspect régional, car si l'Afghanistan n'est pas en paix dans sa région, de la même manière, nous ne pouvons espérer stabiliser l'Afghanistan uniquement de l'intérieur. Je voudrais approfondir brièvement ces trois aspects qui sont liés les uns aux autres.

Tout d'abord, en ce qui concerne la sécurité, il n'est guère le moment actuellement d'avoir des doutes ou des hésitations sur l'opportunité d'appliquer des mesures énergiques en Afghanistan tout en élargissant les efforts concertés dans les domaines politique et militaire au-delà des frontières de l'Afghanistan. Il nous faut aller beaucoup plus loin pour atteindre l'objectif bien établi qui consiste à saper la capacité de frappe des Taliban, tout en leur refusant l'accès à des refuges sûrs, à des sources de financement et à des armes. L'application constante de la force partout où des groupes terroristes sont présents doit aller davantage de pair avec la réalisation des objectifs politiques de notre action en Afghanistan, dans le cadre de laquelle la MANUA doit jouer un rôle important.

Cela m'amène à ma seconde observation, qui porte sur le développement et l'aide internationale. Avec l'adoption de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan à la Conférence de Paris en juin dernier, nous disposons désormais d'une feuille de route claire. Le nouveau mandat de la MANUA nous fournit un outil privilégié pour nous aider à aligner notre aide sur la Stratégie. Il nous appartient de déployer nos efforts d'une manière qui corresponde aux objectifs fixés dans la Stratégie. À cet égard, la MANUA et le Gouvernement afghan doivent jouer un rôle de chef de file.

Nous partageons le sentiment du Secrétaire général, exprimé dans son rapport, sur le fait que la communauté internationale ne doit pas seulement fournir des ressources, mais également susciter une percée politique pour « inverser les tendances négatives et accélérer les progrès là où des résultats positifs ont été enregistrés » (S/2008/617, par.6). Dans le contexte spécifique de l'Organisation des Nations Unies, il est maintenant essentiel que nous renouvelions notre engagement vis-à-vis de ce nouveau rôle de la MANUA en veillant à ce qu'elle dispose effectivement des ressources nécessaires à cette fin.

Nous nous faisons également l'écho de l'appel lancé par plusieurs intervenants pour que de plus amples efforts soient consentis pour faire face à l'aggravation de la situation humanitaire, en particulier à la crise alimentaire.

Pour ce qui est du domaine spécifique des ressources, l'Inde est également favorable à une plus grande rationalisation de l'aide fournie par le biais du budget national afghan. Pour que des progrès durables accomplis, il faudra que nous soyons en mesure

d'encadrer le renforcement des capacités dans tous les secteurs de la gouvernance, notamment dans le processus budgétaire ainsi que dans d'autres mécanismes gouvernementaux. Dans le même temps, nous devons veiller à ce que des ressources suffisantes soient mises à la disposition des organismes publics nouvellement formés. C'est pour cette raison que le renforcement des capacités est un élément prioritaire de tous les programmes d'assistance de l'Inde en Afghanistan. Je voudrais ajouter à ce propos que l'Inde a récemment annoncé qu'elle allait augmenter ses contributions à l'Afghanistan, qui s'élèveront désormais à 1,2 milliard de dollars. Nous nous félicitons également d'avoir achevé la route Zaranj Delaram, l'un des trois grands projets d'infrastructure entrepris par l'Inde en Afghanistan.

La coopération régionale est le troisième des éléments qui doivent être appliqués en parallèle pour stabiliser l'Afghanistan, et comprend, entre autres, la coopération économique régionale. L'adhésion de l'Afghanistan à l'Association sud-asiatique de coopération régionale et à d'autres groupes régionaux, comme l'Organisation de Shanghai pour la coopération, vise à redonner vie aux liens historiques que l'Afghanistan entretenait avec les pays de sa région.

Mais la principale difficulté qui subsiste, pourtant, est de veiller à ce que les programmes mis au point dans le cadre de ces organisations régionales soient effectivement appliqués. Il s'agit entre autres de lever les obstacles à l'expansion des liens commerciaux et économiques, notamment les barrières qui entravent le bon fonctionnement du commerce et du transit terrestres et les activités des mécanismes mis en place pour remédier aux problèmes posés par le trafic de drogues, le terrorisme transnational, etc. En fin de compte, chaque défi représente une occasion, mais nous devons déployer davantage d'efforts pour appliquer des mesures avant de pouvoir tirer parti de ces occasions.

Pour terminer, je dois réaffirmer la nécessité d'éviter d'avoir des attentes démesurées. Il est tentant d'essayer de reproduire nos propres modèles socioéconomiques dans un pays qui a besoin d'une assistance sous toutes les formes possibles après des décennies de conflits, mais il n'est pas réaliste de vouloir résoudre tous les problèmes de l'Afghanistan en une fois. Nous devons par conséquent accepter le fait que les progrès se poursuivront secteur par secteur, de manière partielle et parfois même épisodique. À moins de faire preuve de patience et de persévérance, toutefois nous ne pourrions pas garantir que nous

suivrons véritablement une approche répondant à la demande sur le terrain, et, sans une telle approche, malgré tous nos efforts, notre action n'aura pas la légitimité nécessaire. C'est pour cette raison que nous réaffirmons qu'il est important que ce soit l'Afghanistan qui détermine les priorités dans les tâches à accomplir.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

**M. Takasu** (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais pour commencer remercier le Représentant spécial Kai Eide de son exposé très utile de ce matin. Nous accueillons aussi avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/2008/617).

Nous partageons l'évaluation franche que le Secrétaire général a faite des difficultés rencontrées en Afghanistan. La situation sécuritaire et humanitaire, en particulier, est très préoccupante. Dans le même temps, nous devrions reconnaître les résultats importants obtenus dans l'édification de l'État afghan au cours des sept dernières années. Nous sommes convaincus que grâce aux efforts résolus du Gouvernement et du peuple afghans et à l'action conjuguée de la communauté internationale, la situation peut s'améliorer. La séance d'aujourd'hui constitue une occasion importante de prouver notre détermination sans faille à aider l'Afghanistan à réaliser ses aspirations.

La situation en matière de sécurité est d'une importance capitale. Alors que les insurgés recourent de plus en plus à des attaques asymétriques, le nombre de victimes innocentes parmi les civils augmente. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que même les travailleurs humanitaires et leurs convois sont de plus en plus pris pour cible. Un travailleur humanitaire japonais a récemment été tué. Ces attaques odieuses ne sont pas acceptables. Nous condamnons toutes les attaques perpétrées contre ces innocents qui aident sincèrement l'Afghanistan.

Il faut renforcer de toute urgence les forces de sécurité afghanes. Le Japon appuie pleinement la décision du Conseil commun de coordination et de suivi d'accroître les effectifs de l'armée nationale afghane. La réforme de la police nationale afghane et du Ministère de l'intérieur devrait également être accélérée. Le Japon appuie les efforts déployés par le Gouvernement afghan en fournissant une aide sous forme de salaires à la police par le biais du Fonds d'affectation spéciale pour la loi et l'ordre public en Afghanistan. Pour améliorer la sécurité, la question de

la gouvernance du Gouvernement central et des gouvernements locaux est cruciale et doit faire l'objet d'une attention particulière. Nous espérons que les engagements en faveur de la lutte contre la corruption se concrétiseront et que des mesures concrètes seront prises.

Les forces internationales jouent un rôle indispensable dans la sécurité du pays. Le Japon se félicite de l'adoption à l'unanimité de la résolution 1833 (2008), ce qui témoigne de la solidarité de la communauté internationale dans la lutte antiterroriste. Le Japon est résolu à continuer de jouer le rôle important qui lui revient dans le soutien des activités de la coalition Opération Liberté immuable dans l'Océan indien.

Le démantèlement des groupes armés illégaux contribue à améliorer la situation en matière de sécurité. En Afghanistan, plus de 370 groupes armés illégaux ont été démantelés. Les projets de développement mis en œuvre dans les provinces qui se sont engagées à démanteler ces groupes n'ont jamais donné de si bons résultats. Pourtant, étant donné l'importance et l'urgence de ces efforts, le rythme des progrès doit être accéléré. La création d'une unité chargée du démantèlement des groupes armés illégaux ces prochaines semaines au sein du Ministère de l'intérieur constituera un pas avant. Le Japon continuera de faire tout son possible pour appuyer le Gouvernement afghan par la coordination des politiques et la fourniture de l'aide nécessaire dans ce domaine.

La lutte contre les stupéfiants représente une autre question prioritaire appelant une action urgente. En complément des efforts en cours, notamment la pleine application de la Stratégie nationale de lutte contre la drogue, il faudra envisager de nouvelles mesures pour supprimer le lien qui existe entre les insurgés d'une part, et la production et le trafic de stupéfiants de l'autre.

Dans le domaine de la reconstruction et du développement, des mesures concrètes ont été arrêtées pour mettre en œuvre la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, sur la base des résultats de la Conférence de Paris. Nous nous félicitons de la décision prise récemment de rationaliser et de rendre plus efficace le processus de décision du Conseil commun de coordination et de suivi.

Cependant, il reste beaucoup à faire aussi bien du côté afghan que du côté international. Les engagements et les promesses de la communauté internationale

doivent être concrétisés et mis en œuvre promptement. Je suis heureux que le Japon se soit quant à lui acquitté de presque tous les engagements financiers qu'il avait précédemment pris et la contribution supplémentaire qu'il a annoncée à Paris sera aussi versée en temps voulu. Je voudrais m'associer à l'appel du Secrétaire général qui demande que les promesses se concrétisent dans des mesures urgentes.

Les élections de 2009 et de 2010 sont trop importantes pour pouvoir échouer. Leur succès est indispensable à la consolidation des efforts d'édification de la nation et de la démocratie dans le pays. Il faut donc veiller à ce que la volonté du peuple afghan soit dûment reflétée. Le processus d'inscription sur les listes électorales a commencé et fait office de première étape des préparatifs. D'autres vont suivre. Le Gouvernement afghan et la communauté internationale doivent ensemble tout mettre en œuvre pour mener à bien les préparatifs requis en temps voulu, de manière à ce que les élections soient organisées de manière libre, juste et sûre. Le Japon accordera son plein appui au Gouvernement afghan et à l'ONU.

La coopération régionale est un autre élément essentiel pour parvenir à la stabilité et au développement dans le pays. Nous nous félicitons des avancées positives actuellement en cours, notamment la préparation de la prochaine assemblée sur la paix et de la conférence afghane sur la coopération économique. Le Japon donne la priorité à l'assistance à la région située à la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, y compris le suivi de l'initiative du G-8.

Inverser la tendance négative actuelle et parvenir à la stabilité sociale et économique constitue un défi colossal pour la communauté internationale tout entière. Dans cet effort, le rôle de coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) est plus important que jamais. Je salue avec enthousiasme le rôle phare que joue M. Kai Eide dans l'exécution de cette tâche difficile, ainsi que le dévouement dont fait preuve le personnel de la MANUA, qui travaille dans des conditions extrêmement dures. Le Japon appuie le renforcement des capacités et la satisfaction des besoins prioritaires de la MANUA afin que cette dernière puisse pleinement s'acquitter du mandat que lui a confié le Conseil.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

**M. Khazae** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours. Nous remercions par ailleurs le Secrétaire général et son Représentant spécial, M. Kai Eide, des efforts sincères qu'ils déploient. Je voudrais également remercier tous leurs collègues de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) pour le ferme attachement et le dévouement précieux dont ils font preuve à l'égard de la consolidation de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Le rôle central de coordination des efforts internationaux en Afghanistan joué par l'Organisation des Nations Unies est d'une importance capitale, et nous l'appuyons pleinement.

Le dernier rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (S/2008/617), ainsi que la réalité sur le terrain, nous brosse un tableau mitigé. D'un côté, nous voyons que le Gouvernement et le peuple afghans obtiennent des succès remarquables dans divers domaines, mais de l'autre, et malgré tous ces progrès, de nombreux défis redoutables, comme l'insécurité, la culture de pavot, la production de stupéfiants, le trafic de drogue et la crise humanitaire, entre autres, doivent encore être relevés et continuent à mettre en péril la stabilité et le développement de l'Afghanistan, ainsi que de la région et même au-delà.

Il est très préoccupant de constater, ainsi que l'indique le rapport dont le Conseil est saisi, que la situation en matière de sécurité en Afghanistan s'est détériorée. L'augmentation du nombre des attentats terroristes et de la violence dans certaines régions de l'Afghanistan, qui sont le fait des Taliban, d'Al-Qaida et d'autres groupes terroristes et criminels, couplée à la propagation du trafic de drogue, crée de graves difficultés. L'augmentation du nombre des victimes civiles, du fait du terrorisme, mais aussi en partie à cause des opérations militaires menées par les forces étrangères, est également une autre source de préoccupation pour le peuple afghan et l'opinion publique internationale.

L'on ne pourra pas gagner les cœurs et les esprits des Afghans, qui ont vécu tant de souffrances et d'épreuves ces dernières décennies, en s'appuyant uniquement sur des opérations militaires, ni en tentant d'apaiser les extrémistes et les terroristes, qui ne seront satisfaits que lorsque le pays sera retombé dans l'extrémisme qu'il a connu par le passé. À l'inverse, ainsi que l'a dit l'Ambassadeur de l'Afghanistan, l'on

y parviendra lorsque l'Afghan de la rue ressentira les effets de l'aide et de l'appui de la communauté internationale dans sa vie de tous les jours, grâce à la reconstruction des infrastructures, au renforcement des capacités, à la formation, à l'éducation et au développement de secteurs importants, tels que le secteur agricole.

La récente recrudescence de l'insécurité en Afghanistan montre clairement que les tentatives entreprises par quelques pays d'établir des contacts avec certains groupes extrémistes et terroristes sont contreproductives et n'ont fait que les enhardir. C'est là une situation très préoccupante qui pourrait donner naissance à une nouvelle forme d'extrémisme dans la région.

En outre, nous estimons que l'Armée nationale et la Police afghanes devraient être sérieusement renforcées. Le transfert aux Afghans du plein contrôle de la sécurité de leur pays devrait être accéléré si nous voulons que l'insécurité en Afghanistan soit combattue efficacement. Un pas important dans cette direction fut, en août 2008, le transfert de la responsabilité principale de la sécurité de Kaboul aux forces nationales de sécurité dirigées par l'Armée nationale afghane. Il faut faire fond sur cette évolution importante qui doit être suivie d'autres mesures.

Comme l'indique le rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le rendement des cultures en Afghanistan s'est accru en 2008. La culture de pavot, la production et le trafic des stupéfiants, qui ont un effet néfaste sur la sécurité du pays, se sont poursuivis sans relâche. À l'évidence, pour lutter contre cette menace il faut une stratégie à long terme. L'ampleur de la menace exige en effet des efforts plus résolus et mieux coordonnés de la part de l'Afghanistan et de la communauté internationale. De son côté, la République islamique d'Iran n'a épargné aucun effort pour la combattre. J'ai déjà exposé les initiatives que nous avons prises à cet égard dans mes précédentes déclarations au Conseil. Tout en poursuivant ce combat avec la même volonté inébranlable, nous comptons sur la communauté internationale pour se joindre à nos efforts et prendre une part plus active dans cette lutte afin de préserver les peuples du monde entier des effets destructeurs de cette menace.

Toutefois, en dépit de toutes les préoccupations et de toutes les incertitudes que j'ai mentionnées, une chose est claire : le Gouvernement et le peuple afghans

continuent de faire preuve de la volonté implacable de ne pas céder devant les difficultés qu'ils rencontrent, mais au contraire, de les surmonter et d'œuvrer à un Afghanistan stable, prospère et démocratique. À cet égard, ils ont besoin de l'appui de chacun des membres de la communauté internationale. La Conférence de Paris de juin 2008, au cours de laquelle la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan a été lancée, a donné à la communauté mondiale une nouvelle occasion de rassurer les Afghans que sur la voie de la stabilité, de la sécurité et du développement, la communauté internationale se tient à leurs côtés et leur offre tout son appui et son soutien. Nous sommes d'accord avec le rapport pour reconnaître que la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et la Déclaration de Paris forment une feuille de route pour les efforts que le Gouvernement afghan et la communauté internationale devront fournir à l'avenir pour ramener la stabilité et le développement dans le pays.

Il est dans l'intérêt vital de la République islamique d'Iran, ainsi que de ses pays voisins et du reste du monde, que l'Afghanistan soit sûr, stable et prospère, et qu'il soit en paix avec lui-même et avec les États qui l'entourent. Ces six dernières années, les Afghans ont rebâti et reconstruit leur pays en consacrant les dépenses principalement à l'édification des infrastructures et au renforcement des capacités. À titre d'exemple, ainsi qu'il est mentionné dans le rapport, la République islamique d'Iran a récemment conclu avec l'Afghanistan un mémorandum d'accord sur le commerce bilatéral et a accepté de construire à Kaboul un centre pour la formation des enseignants. De plus, la Direction indépendante de la gouvernance locale a signé un accord avec l'Iran pour élargir la formation à l'administration publique.

Mon pays a également offert son hospitalité à plus de 3 millions de ressortissants afghans au cours des trois dernières décennies. À l'heure actuelle, quelque 960 000 réfugiés afghans sont enregistrés en Iran, en plus d'1 million d'autres qui vivent également dans notre pays. Pendant toutes ces années, les Afghans ont bénéficié, et continuent de bénéficier, des services éducatifs et de l'aide sociale en Iran et des mêmes allocations que nos propres ressortissants.

Nous espérons vraiment que la communauté internationale participera au processus consistant à permettre aux ressortissants afghans de retourner chez eux et à créer les conditions propices à leur rapatriement volontaire de façon plus rapide.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan.

**M. Amil** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Au nom de la délégation pakistanaise, je voudrais dire combien nous sommes heureux de voir la Chine, une grande amie, présider le Conseil de sécurité. Nous vous souhaitons tout le succès possible, Monsieur le Président. Je voudrais aussi féliciter l'Ambassadeur Michel Kafando, du Burkina Faso, pour sa présidence réussie du Conseil le mois dernier, et remercier le Représentant spécial Kai Eide pour son exposé de ce matin.

Nous apprécions l'occasion qui nous est donnée de participer à ce débat important. L'objectif de la paix, de la stabilité et du développement durables en Afghanistan se heurte à de grandes difficultés. Le rapport du Secrétaire général (S/2008/617) dresse un tableau mitigé et décrit une détérioration générale de la situation en Afghanistan. Quatre mois après la Conférence de Paris, il y a de quoi s'inquiéter, et le temps de la réflexion est venu.

Le défi à relever en Afghanistan est indéniablement difficile et complexe. Il n'y a pas de solution toute faite. Il faut un engagement soutenu de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan. C'est ainsi que des progrès considérables ont été faits ces dernières années. Ce fondement doit être consolidé. Une stratégie vraiment globale est nécessaire pour régler les problèmes compliqués qui demeurent en termes de réconciliation, de sécurité, de drogue, de gouvernance et de développement. Pour garantir l'efficacité et le succès, une telle stratégie doit être menée pour et par les Afghans. Le renforcement des capacités dans tous les domaines et à tous les niveaux est un élément essentiel de cette stratégie. À cet égard, le rapport du Secrétaire général met en lumière des lacunes graves qu'il convient de combler.

L'insécurité reste une préoccupation et un problème majeurs. Cependant, le rapport ne semble pas en décrire très clairement les raisons. Il fournit certes des statistiques, mais il est dépourvu d'informations sur les facteurs multiples et complexes qui contribuent à l'insécurité en Afghanistan. En outre, il porte un regard myope sur la question transfrontalière, par le biais d'une référence isolée qui n'est pas seulement infondée, mais surtout au sujet de laquelle la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) n'a ni la capacité ni l'expertise nécessaire

pour procéder à une vérification indépendante. Nous comptons qu'il sera dûment fait montre de précaution à cet égard dans le futur.

La sécurité doit être abordée sous tous ses aspects, y compris les menaces que représentent l'insurrection des Taliban, Al-Qaida, la persistance des chefs de guerre, les rivalités entre factions et les groupes armés criminels et illégaux, ainsi que les liens de plus en plus étroits avec le trafic de drogue. Il est évident que ces problèmes trouvent avant tout leur origine en Afghanistan et doivent être traités en conséquence. Les tentatives d'externaliser les problèmes sont clairement vouées à l'échec, et nous ne sommes pas d'accord avec certaines des remarques faites aujourd'hui par le représentant de l'Afghanistan. En plus d'être erronées et trompeuses, ces remarques vont à l'encontre de la collaboration constructive établie entre nos deux pays au plus haut niveau politique.

Par ailleurs, la sécurité est indissociable des questions plus larges de réconciliation, de gouvernance améliorée, de développement et de reconstruction. Ces difficultés multiples appellent un effort collectif basé sur la coopération et la responsabilité partagée de tous.

Il convient de faire bien davantage en termes de lutte contre la drogue. Les mesures à court terme doivent être complétées par des solutions globales, durables et à long terme fondées sur d'autres moyens de subsistance et sur le développement. Comme l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime l'a récemment indiqué, il n'y a pas d'intérêt à réduire la culture de l'opium si les agriculteurs passent au cannabis. Cela se produit dans certaines des provinces qui ont été débarrassées de l'opium, par exemple dans le nord. La question doit être étudiée de près afin que l'on puisse y trouver une solution.

L'aggravation de la situation humanitaire, particulièrement accélérée par la hausse des prix alimentaires, doit être contrée d'urgence. Dans la bataille pour les cœurs et les esprits, il est aussi essentiel de libérer les gens du manque que de la peur, laquelle est malheureusement influencée aussi par la hausse du nombre de pertes civiles en Afghanistan.

Une réconciliation nationale véritable peut imprimer un élan considérable aux initiatives afghanes et internationales pour restaurer la paix et la stabilité dans le pays. Gagner l'appui de la majorité pacifique est crucial pour isoler et briser l'insurrection. Nous soutenons les efforts de réconciliation afghans dans le cadre de l'approche globale.

L'Organisation des Nations Unies a un rôle central à jouer en Afghanistan. La MANUA n'est pas seulement un poste avancé qui ferait rapport sur la situation sur le terrain. Elle a un mandat bien défini, et nous apprécions le travail accompli pour son exécution. Il serait utile, à cet égard, que le rapport mette davantage en lumière les mesures prises par la Mission, en termes d'effectifs et de sophistication, pour remplir son rôle de coordination d'ensemble afin de faciliter un processus d'appui plus robuste et tourné vers la fourniture de services.

Nous partageons l'observation du Secrétaire général qu'en fin de compte, la réussite repose sur la mise en œuvre intégrale des engagements pris par la communauté internationale. La recommandation tendant à favoriser une percée politique est également très opportune. Elle souligne la nécessité de voir au-delà de l'option militaire qui, bien que nécessaire, n'est pas la seule solution. Selon nous, celle-ci devrait être complétée par une nouvelle impulsion en matière de reconstruction et de développement économique. Les promesses doivent se traduire en bénéfices tangibles pour le peuple afghan, ce qui est la meilleure manière de gagner les cœurs et les esprits. Nous estimons qu'une analyse objective, sur le terrain, des besoins de développement et le plein usage des ressources et capacités locales doivent faire partie des efforts mis en œuvre pour améliorer l'efficacité de l'aide en faveur du développement de l'Afghanistan.

Un Afghanistan pacifique, stable et prospère est dans l'intérêt de la paix et de la sécurité régionales et internationales. Il est surtout vital pour le Pakistan. En dehors de nos frères et sœurs afghans, aucun pays ni aucun peuple n'a souffert davantage que le Pakistan des conséquences directes des décennies de conflit et d'instabilité en Afghanistan. Nous avons accueilli des milliers de réfugiés au fil des années. Nous avons été touchés par la drogue, les armes et la dégradation de l'environnement.

Avec l'Afghanistan, le Pakistan sera donc le premier bénéficiaire de la paix en Afghanistan. Nous pourrions ainsi restaurer le calme dans nos régions frontalières, dont la paix traditionnelle a été enflammée par la guerre et l'instabilité en Afghanistan, notamment après 2001, lorsque de nombreux éléments d'Al-Qaida et des Taliban ont traversé la frontière pour entrer au Pakistan. Il sera possible de procéder au rapatriement dans la dignité des réfugiés afghans restants, pas essentiel vers la sécurité et la stabilité dans la région. Nos deux pays pourront servir de point nodal pour le

commerce interrégional et de couloir énergétique, objectif stratégique au potentiel immense pour notre développement économique. L'attachement et l'appui du Pakistan au succès des initiatives internationales en Afghanistan sont par conséquent clairs et résolus.

L'Afghanistan et le Pakistan sont ensemble les pays les plus exposés à la menace terroriste. Nous souffrons de son impact meurtrier au quotidien. Comme le Président Zardari l'a dit dans son allocution à l'Assemblée générale (voir A/63/PV.10), le Pakistan est une grande victime de la guerre contre la terreur. Nous vivons avec le terrorisme, nous en sommes la cible, mais nous n'y succomberons pas.

En conséquence de notre rôle dans la campagne antiterroriste, le climat de sécurité s'est gravement détérioré chez nous. Des millions de civils innocents ont été victimes du terrorisme au Pakistan. Le terrible attentat perpétré vendredi dernier contre une jirga dans la zone tribale d'Orakzai est le dernier en date de ces actes répréhensibles. Sensibles aux sentiments de notre population, le nouveau Gouvernement démocratique est en train de bâtir le consensus national nécessaire pour affronter et vaincre les terroristes. Nous suivons une nouvelle approche holiste contre l'extrémisme et le terrorisme, en ayant recours au dialogue et à des mesures socioéconomiques, mais en conservant toutefois l'option de la force si nécessaire, comme en témoigne notre campagne en cours contre les terroristes et les milices extrémistes à Bajaur.

La contribution du Pakistan à la lutte contre le terrorisme est de notoriété publique. La plupart des victoires contre Al-Qaida et les Taliban ont été remportées avec notre concours et notre appui. Si on compte le nombre de soldats déployés et de sacrifices consentis, alors le Pakistan seul en a fait davantage que l'effort combiné des partenaires internationaux en Afghanistan.

Dans sa déclaration au Conseil le 9 juillet (voir S/PV.5930), mon ministre des affaires étrangères a évoqué plusieurs mesures, notamment l'alignement de mesures militaires prises par toutes les parties pour promouvoir les efforts communs basés sur la responsabilité partagée et sur le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale afin de mieux s'attaquer aux problèmes de sécurité, notamment le contrôle des frontières.

Nous sommes résolus à faire notre part. Nous restons résolus à travailler avec l'Afghanistan et les forces internationales pour atteindre cet objectif.

Le Pakistan va poursuivre sa coopération active au sein de la Commission tripartite, qui a pris récemment un nouvel élan.

Évidemment, nous attendons de la réciprocité dans cet appui et cette coopération, sur la base de la bonne volonté et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'autre et sur un engagement mutuel de ne pas laisser nos territoires respectifs être utilisés contre l'autre. Nous n'autoriserons aucune troupe étrangère à opérer à l'intérieur des frontières du Pakistan. Comme mon président l'a affirmé devant l'Assemblée générale, nous ne pouvons pas permettre que notre territoire et notre souveraineté soient violés. De telles actions ne sont pas efficaces pour éliminer la menace terroriste et servent en réalité à donner une légitimité aux forces que nous combattons ensemble.

Notre relation avec l'Afghanistan est profondément ancrée dans l'histoire. Il s'agit d'un engagement multiforme entre nos deux peuples, qui sont liés par des liens fraternels, culturels et religieux séculaires. Les destinées de nos deux pays sont interdépendantes. Dans sa déclaration au Conseil, le Ministre des affaires étrangères Qureshi a exposé une vision tendant à la diversification et au renforcement de cette relation. Il a demandé de surmonter la méfiance et de bâtir une relation de confiance et de bonne volonté, un sentiment déjà repris et partagé par le Ministre afghan des affaires étrangères Spantâ.

Je suis ravi de constater que nous sommes bien engagés dans cette voie. Nous avons l'intention d'explorer toutes les possibilités de coopération. La rencontre récente à New York entre le Président Zardari et le Président Karzaï et la rencontre entre les deux Ministres des affaires étrangères ont tiré parti de l'élan positif donné par les contacts engagés précédemment au plus haut niveau politique. Les deux parties sont convenues d'un engagement global et constructif dans de nombreux domaines, notamment la coopération politique, militaire, économique et en matière d'intelligence.

Le Ministre des affaires étrangères Spantâ est attendu en visite au Pakistan au cours de ce mois. Le Pakistan accueillera une mini-jirga à Islamabad les 27 et 28 octobre 2008. Nous espérons que ce forum, qui permettra des contacts directs, contribuera utilement à instaurer la paix et la stabilité en Afghanistan. La Commission économique pakistano-afghane doit se réunir à Kaboul en novembre. Nous nous préparons à accueillir la Conférence sur la coopération économique

régionale concernant l'Afghanistan à Islamabad en janvier 2009.

Nous allons poursuivre nos efforts de reconstruction en Afghanistan. Sur nos engagements qui s'élèvent à 320 millions de dollars, 130 millions ont déjà été utilisés pour divers projets à vocation socioéconomique ou d'infrastructures. Malgré la pénurie de blé au Pakistan, nous respectons notre engagement de fournir 50 000 tonnes de blé à des taux concessionnels à l'Afghanistan.

Nous continuons à accueillir des millions de réfugiés afghans, mais le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et la communauté internationale doivent davantage contribuer à leur rapatriement rapide et à leur réinsertion en Afghanistan.

Je voudrais terminer en rappelant que nous pouvons atteindre notre objectif commun de paix, de stabilité et de prospérité en Afghanistan et dans la région grâce à la coopération mutuelle et à l'appui de la communauté internationale. Nous devons réussir. Nous le devons aux générations présentes et futures.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

**M. De Klerk** (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je vous remercie Monsieur le Président de donner la parole aux Pays-Bas. Nous souhaitons ajouter quelques remarques à ce débat dans le cadre de notre attachement à la paix, à la sécurité, et au développement en Afghanistan. Nous offrons notre appui en qualité de donateur, conformément à l'engagement que nous avons pris à la Conférence de Paris et pour appuyer la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, et en fournissant environ 2 000 soldats hollandais à la Force internationale d'assistance à la sécurité mandatée par le Conseil de sécurité.

Je voudrais, tout d'abord, exprimer notre profonde gratitude pour les efforts considérables entrepris par le système des Nations Unies en Afghanistan sous la direction éclairée de l'Ambassadeur Eide. Nous sommes reconnaissants à l'Ambassadeur Eide pour son exposé clair et mesuré de ce matin et pour ses efforts inlassables.

Nous continuons à appuyer la consolidation et l'expansion de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, en dépit des conditions difficiles. Une empreinte plus marquée des Nations Unies en Afghanistan permettra de renforcer la vision commune de la communauté internationale en Afghanistan.

Dans son rapport récent (S/2008/617), le Secrétaire général parle de la détérioration de la situation en matière de sécurité dans de nombreuses régions du pays. Nous partageons ses observations et ses préoccupations. En effet, les Taliban multiplient leurs attaques contre des représentants du Gouvernement et des travailleurs humanitaires et ont intensifié leur campagne de violence et d'intimidation à l'encontre de la population locale.

Cette terreur et cette violence doivent renforcer notre détermination à poursuivre nos objectifs à long-terme. Il n'y a pas de raccourcis faciles, et nous ne devons pas compromettre notre objectif à long terme d'un Afghanistan stable et exempt du terrorisme et en paix avec le reste du monde pour des gains à court terme en matière de sécurité.

L'arme la plus efficace contre les Taliban n'est pas une arme militaire. C'est une arme civile : un Gouvernement afghan compétent qui est considéré comme légitime et qui jouit d'une crédibilité grandissante au sein de la population afghane. L'administration doit être composée de fonctionnaires intègres, prêts à s'occuper de toutes les tribus et communautés qui sont sous leur juridiction. Nous encourageons donc respectivement le Gouvernement afghan à redoubler d'efforts dans sa lutte contre la corruption et contre la participation de certains fonctionnaires aux activités illicites, et à nommer des responsables sur la base de leur compétence, de leur intégrité et de leur capacité à s'occuper de toutes les communautés. Nous espérons et sommes convaincus que les récentes nominations faites par le Président Karzaï contribueront à renforcer la gouvernance.

Les élections qui doivent se tenir l'année prochaine constituent une mise à l'épreuve vitale à laquelle nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer. Avant tout, nous devons veiller à ce que les élections soient conduites dans un environnement sûr. Les forces internationales ont un rôle important à jouer à cet égard, mais les forces de sécurité afghanes seront en première ligne. De plus en plus, ces forces prennent en charge la sécurité dans davantage de régions. Dans l'ensemble, l'armée afghane remplit ses fonctions avec professionnalisme, imposant ainsi le respect et la confiance à la population, et nous espérons voir une semblable évolution dans la force de police afghane. Les efforts de formation pour étoffer les effectifs de la Police nationale afghane doivent constituer une priorité pour toutes les parties prenantes.

Nous sommes conscients qu'il reste du chemin à parcourir dans le domaine de la sécurité, non seulement en vue des prochaines élections, mais également pour permettre au Gouvernement afghan, avec notre appui, de fournir de plus en plus de services de base tels que les soins de santé, l'éducation et des infrastructures améliorées au peuple afghan. Tels sont les éléments qui permettront de renforcer la confiance de la population afghane dans leur gouvernement et qui permettront donc de reconstruire et de stabiliser davantage le pays.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

**M. Matussek** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'associer à la déclaration faite par le Représentant permanent de la France au nom de l'Union européenne. J'aimerais également, comme mes collègues, remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, Kai Eide, pour la présentation du rapport complet (S/2008/617) et pour l'exposé qu'il a fait aujourd'hui sur la situation en Afghanistan. En outre, je tiens à remercier notre collègue afghan de ses commentaires.

Le rapport fournit une analyse approfondie et, surtout, il fait prendre conscience de l'urgence de la situation. Nous partageons pleinement l'observation selon laquelle les Afghans doivent être en mesure de voir et d'enregistrer plus concrètement les résultats des efforts de reconstruction entrepris à la fois par le Gouvernement afghan et la communauté internationale. D'après nous, il est nécessaire d'accélérer le processus visant à traduire les engagements de Paris dans une action politique concrète. À cet égard, je tiens à remercier le Représentant spécial Kai Eide pour les efforts inlassables qu'il déploie afin de renforcer la coordination et de faire progresser tous les acteurs sur notre programme commun.

En tant que l'un des principaux partenaires internationaux dans l'assistance fournie à l'Afghanistan et en tant que l'un des pays qui contribuent le plus à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), l'Allemagne est fermement résolue à maintenir son appui général aux efforts internationaux déployés sous l'égide des Nations Unies.

Le rapport du Secrétaire général dresse à juste titre un tableau mitigé de la situation actuelle en Afghanistan. Malgré les défis importants qu'il nous reste à relever dans ce pays, nous ne devons pas oublier qu'il y a sept ans seulement, l'Afghanistan était un pays où la population n'avait généralement pas accès

au services de santé de base, où les droits de l'homme étaient violés et où les femmes n'avaient pas accès à l'éducation et aux fonctions publiques. Dans ce contexte, nous pouvons clairement reconnaître les accomplissements du Gouvernement afghan, soutenu par la communauté internationale.

Comme l'a dit le Ministre des affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier : « Chaque portion de terrain qui est de nouveau cultivée par un agriculteur, chaque enfant qui peut retourner à l'école, chaque nouvel hôpital et chaque kilomètre d'une nouvelle route constituent une petite victoire pour l'humanité. »

En 2009 et 2010, le processus électoral constituera, à notre avis, un pas important vers un Afghanistan stable et démocratique. L'Allemagne aidera l'Afghanistan à se préparer à ces élections.

La Déclaration de Paris définit la stratégie et la feuille de route qui serviront de cadre aux efforts que le Gouvernement afghan et la communauté internationale devront renouveler et intensifier face aux problèmes qui subsistent. Nous appuyons fermement l'idée d'accroître la prise en charge par l'Afghanistan de tous les aspects de la gouvernance, qu'illustre le lancement de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, et nous rappelons que le Pacte pour l'Afghanistan restera la base convenue d'un commun accord de notre travail.

Le Gouvernement afghan doit accroître ses efforts pour améliorer globalement la gouvernance et, notamment, pour intensifier la lutte contre la corruption. Nous devrions encourager le Gouvernement afghan à prendre davantage de mesures décisives contre le terrorisme, la corruption, le trafic et la production de drogues et de leurs précurseurs chimiques; et à poursuivre la réforme du secteur de la justice pour pouvoir continuer à améliorer la situation des droits de l'homme.

Le remaniement ministériel récent nous semble être un signe encourageant de l'intention politique de consolider le programme de réforme. Nous sommes prêts à intensifier notre coopération avec les autorités afghanes afin de concrétiser la priorité définie à Paris : renforcer les institutions et la croissance économique, en mettant l'accent en particulier sur l'agriculture et l'énergie.

L'Allemagne salue le rôle de premier plan joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en

Afghanistan (MANUA) dans la coordination de l'action civile internationale, et je voudrais saisir cette occasion pour souligner la nécessité de garantir des ressources suffisantes à la MANUA pour lui permettre de remplir son mandat qui a été prorogé.

Nous sommes prêts à faire face à nos responsabilités internationales et nous sommes fermement résolus à continuer à soutenir l'Afghanistan. À cette fin, l'Allemagne a récemment augmenté son aide au développement pour l'Afghanistan de 30 millions d'euros, la portant ainsi à quelque 170 millions d'euros en 2008. Après-demain, le Parlement allemand procédera à un vote sur la proposition faite par le Gouvernement fédéral de prolonger la contribution de l'Allemagne à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), parallèlement à une augmentation de l'effectif total, qui atteindra 4 500 soldats, grâce à l'apport supplémentaire de 1 000 militaires des deux sexes. Dans le même temps, l'Allemagne est prête à doubler le nombre d'officiers de police allemands participant à la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan, dans le cadre des efforts de l'Union pour renforcer la Mission. Compte tenu de la crise alimentaire imminente, l'Allemagne a mis à disposition des fonds supplémentaires sans attendre afin d'accroître la capacité humanitaire de la MANUA.

L'Allemagne partage la préoccupation exprimée dans le rapport du Secrétaire général, concernant la question des victimes civiles. Nous prenons note avec une vive inquiétude du nombre de civils tués en raison principalement de l'augmentation des activités violentes et terroristes menées par les Taliban, Al-Qaida et d'autres groupes extrémistes usant de tactiques asymétriques. La FIAS a pris des mesures pour réduire au minimum le risque de tuer involontairement des civils et a mis en place des procédures aux fins d'un examen après action. Nous sommes conscients de la nécessité pour les forces internationales de poursuivre leurs efforts afin d'éviter les victimes civiles au cours de leurs opérations militaires.

Dans le droit fil du rapport du Secrétaire général, l'Allemagne voudrait encourager tous les partenaires régionaux à ne pas relâcher leurs efforts pour améliorer la coopération régionale dans tous les domaines. Pour finir, je voudrais exprimer ma sincère gratitude à tous les hommes et à toutes les femmes qui œuvrent à l'amélioration de la situation en Afghanistan. Ils méritent notre plus profond respect.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Norvège.

**M. Wetland** (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège est résolument engagée dans la reconstruction de l'Afghanistan. À la Conférence de Paris en juin, la Norvège a annoncé une contribution de 500 millions d'euros pour la période couverte par la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan. L'Afghanistan devient ainsi le premier bénéficiaire de l'aide au développement et de l'assistance humanitaire fournies par la Norvège.

En tant qu'amis de l'Afghanistan, nous sommes préoccupés par toutes les informations négatives concernant l'évolution de la situation dans le pays. Nous ne devons pas démotiver notre personnel sur le terrain, ni nos soldats, ni nos travailleurs humanitaires, en adoptant le langage de la défaite et du déclin. Concentrons-nous plutôt sur les progrès réalisés et sur les nuances importantes qui se font jour dans la situation en matière de sécurité. L'Afghanistan n'est pas affecté de la même manière sur tout son territoire. Les trois quarts des incidents de sécurité cette année se sont produits dans une région du pays où vit 6 % seulement de la population.

Je voudrais aborder trois questions aujourd'hui.

Premièrement, celle des élections. L'ONU et, en particulier, le Programme des Nations Unies pour le développement, font un travail très important pour aider les autorités afghanes à préparer les élections. Nous devons maintenant en priorité aider à l'inscription des électeurs; fournir des informations sur l'élection et garantir la sécurité des électeurs, en particulier, celle des femmes. Les élections qui, nous l'espérons, apporteront la preuve que les Taliban perdent du terrain, doivent se dérouler conformément au plan établi.

Deuxièmement, nous, les donateurs qui avons promis d'apporter notre appui lors de la Conférence de Paris, nous devons tenir nos promesses. Nous devrions tous avoir à rendre des comptes à intervalles réguliers et nous devons accepter la coordination, comme convenu à Paris. Parallèlement, le Gouvernement afghan, qui s'est engagé à lutter contre la corruption et les stupéfiants, doit aussi être tenu de rendre compte de ses actions. La récente nomination de M. Atmar aux fonctions de Ministre de l'intérieur est en ce sens encourageante et prometteuse.

Troisièmement, nous ne devons pas perdre de temps en ralentissant les efforts du Représentant spécial, M. Kai Eide, pour que l'ONU agisse de manière rationnelle et professionnelle en Afghanistan. M. Eide a été accueilli favorablement comme un représentant de l'ONU qui a apporté l'espoir de voir nos efforts aboutir en Afghanistan; nous ne devrions donc pas lui attribuer, pour reprendre une phrase de la crise financière, nos créances douteuses et lui souhaiter bonne chance. Nous avons l'obligation sérieuse de le soutenir jour après jour.

Pour que notre action commune en Afghanistan soit couronnée de succès, il est crucial que la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dispose des ressources nécessaires et d'un personnel suffisamment qualifié pour accomplir sa tâche. C'est le seul moyen pour la MANUA de remplir son mandat renforcé et de répondre à nos attentes, qui sont élevées. Nous demandons instamment aux États Membres et au Secrétariat de soutenir la MANUA et M. Kai Eide dans leurs efforts pour reconstruire l'Afghanistan et pour lutter contre la bureaucratie lorsqu'elle devient une entrave.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je donne maintenant la parole à M. Eide pour qu'il puisse répondre aux observations qui ont été formulées et aux questions qui ont été posées.

**M. Eide** (*parle en anglais*) : L'Ambassadeur du Costa Rica a posé quelques questions auxquelles je répondrai avec plaisir. Commenter de manière plus détaillée les changements intervenus dans le Gouvernement d'un pays souverain est peut-être un peu audacieux. Je tiens à dire, cependant, que je connais les personnes qui viennent d'être nommées à leurs nouvelles fonctions. Je suis convaincu que le dévouement est là, que les compétences sont là et que l'expérience avérée est là. C'est la raison pour laquelle je crois également que ces changements ont été accueillis favorablement de toutes parts. C'est pourquoi je dis aussi que c'est une occasion à saisir. Les sujets que nous traitons sont réellement essentiels pour l'aboutissement de l'ensemble de nos efforts. C'est la raison pour laquelle je voudrais également féliciter le Président d'avoir décidé de nommer de nouveaux ministres dans les ministères en question et d'avoir insufflé un nouveau dynamisme au sein du Gouvernement.

Il se pose ensuite l'épineuse question de la coordination. Puis-je en parler brièvement?

Premièrement, il se pose une question de ressources. La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan était et demeure une petite mission et, je l'ai dit, une mission vulnérable. C'est une mission qui a été créée à un moment où l'on n'avait pas besoin des compétences et de l'expérience spécifiques qui sont nécessaires aujourd'hui, à tel point qu'il est maintenant difficile de modifier son profil.

Deuxièmement, nous nous trouvons dans un bâtiment dans lequel au fil des ans et des décennies, les dispositions réglementaires qui ont été mises en place sont certainement très utiles pour régler les activités, mais elles tendent parfois à ralentir les choses. Je ne peux en vouloir au Secrétariat car il agit suivant les instructions que lui donnent les États Membres.

Je vais donner un exemple : nous avons reçu un mandat du Conseil de sécurité en mars; nous avons reçu une orientation supplémentaire par la Conférence de Paris le 12 juin. Pour pouvoir nous acquitter de notre mandat, il nous faut élaborer un budget qui puisse fournir les ressources requises. Le budget fera ensuite l'objet d'un débat au cours de l'année et sera adopté en décembre, et ce n'est qu'alors que le processus de recrutement pourra véritablement débiter. Cela signifie que d'ici mai ou juin 2009, je disposerai des ressources nécessaires pour que nous puissions nous acquitter du mandat qui nous a été confié en mars 2008. Certains membres sont impatients. Mais je puis les assurer que je suis plus impatient qu'eux, car je sens tous les jours la pression suscitée par l'écart disproportionné entre le mandat que l'on nous a confié et les ressources mises à notre disposition. Avec tout le respect, je dirais que le Conseil vote pour des mandats généreux, et ce relativement rapidement, mais est-ce qu'il vote pour des ressources généreuses aussi rapidement? C'est là que réside le problème, et c'est la raison pour laquelle les personnes se trouvant sur le terrain ressentent cette pression.

Je voudrais brièvement mentionner un troisième élément. Le chemin à parcourir est long, nous le savons, entre les déclarations généreuses d'engagement visant à changer les politiques et à coordonner les actions d'une part, et les résultats visibles sur le terrain de l'autre. Le Représentant permanent adjoint du Pakistan a dit qu'il n'existait pas de recette miracle. Il a tout à fait raison, mais j'ai le sentiment que parfois, certains pays, ici et là, qui devraient pourtant savoir qu'il n'existe pas de recette miracle, ont tendance à penser que de notre côté, il en existe. Nous savons tous que tel n'est pas le cas. Travaillons de manière résolue

et décidée, ensemble, et nous verrons ensuite les résultats.

Telle est ma réponse à la question de la coordination. Je suis heureux que l'on m'ait donné l'occasion de répondre. Je ne puis que dire qu'il a fallu attendre quelques mois pour mettre en place des mécanismes de coordination que j'avais annoncés pour le mois d'avril, et pas seulement parce que des pays présents ici et ailleurs ont ajouté des détails et fait des observations. Finalement, ce que j'avais proposé quelques mois auparavant a été approuvé. L'on peut dire que les choses prennent du temps et qu'il n'existe pas de recette miracle, mais que nous ferons de notre mieux.

En ce qui concerne la question de la pauvreté par rapport à la croissance économique, l'Ambassadeur d'Afghanistan serait plus à même d'y répondre, mais je pense que l'on peut mentionner ici certains éléments fondamentaux. D'abord, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant agit sur le niveau de pauvreté de la population. En ce qui concerne le taux de croissance que nous observons, deux ou trois éléments détermineront si son niveau s'élèvera à 6, 11 ou à 13 %. Cela dépendra du secteur agricole relativement faible et de l'afflux d'argent étranger. Cela explique en partie le phénomène sur lequel on s'est interrogé.

Je me félicite de constater qu'il existe ici un accord sur deux ou trois questions. En premier lieu, nous devons nous débarrasser de l'alarmisme que d'aucuns semblent se complaire à propager. Nous voudrions y mettre fin – non pas dans le cadre d'un plan stratégique de communication bien étudié, mais parce qu'il existe suffisamment de raisons d'avoir davantage confiance en ce que nous faisons. J'ai mentionné les changements; nous devons croire qu'ils induiront des changements également sur le terrain. Je m'en réjouis également.

Je me félicite de l'appui promis par chacune des personnes présentes autour de la table à la nouvelle équipe mise en place par le Président. Je pense que c'est extrêmement important. Comme je l'ai dit, je me félicite de l'appui que nous ont offert les membres du Conseil et je compte sur eux tous pour que cet appui se matérialise sur le terrain. L'Ambassadeur du Royaume-Uni a mentionné les huit points que j'avais décrits comme éléments que je voulais régler rapidement, et il m'a clairement appuyé, et il suivra cela. L'ensemble de ces huit points exige le plein appui de certains

donateurs clefs, et nous travaillerons ensemble pour qu'ils soient concrétisés.

**Le Président** (*parle en chinois*) : Je remercie M. Eide de ses précisions.

Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

*La séance est levée à 13 h 40.*